

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2023/46944]

5 OCTOBRE 2023. — Décret relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit,

TITRE I^{er}. — Définitions, champ d'application

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1. « Organisme » :

1.1. Les personnes morales relevant de la Communauté française et reprises ci-après :

a) la Radio-Télévision belge de la Communauté française (ci-après en abrégé RTBF) visée par le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française ;

b) l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ci-après en abrégé ONE) visé par le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

c) le Fonds Écureuil visé par le décret du 20 juin 2002 relatif à la création de Fonds Écureuil de la Communauté française ;

d) l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (ci-après en abrégé IFPC) visé par le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC) ;

e) le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (ci-après en abrégé CSA) visé par le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, ci-après « le décret SMA-SPV » ;

f) le Centre Hospitalier Universitaire de Liège (ci-après en abrégé CHU de Liège) visé par l'arrêté royal n° 542 du 31 mars 1987 portant l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'État à Liège et à Gand ;

g) l'Office Francophone de Formation en Alternance (ci-après en abrégé OFFA) visé par l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance du 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française ;

h) l'École d'Administration Publique (ci-après en abrégé EAP) visé par l'accord de coopération du 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une École d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne ;

i) le Consortium de validation des compétences visé par l'accord de coopération du 21 mars 2019 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences ;

j) l'Institut de promotion des formations sur l'islam (ci-après en abrégé IPFI) visé par le décret du 14 décembre 2016 portant sur la création d'un Institut de promotion des formations sur l'islam ;

k) l'association sans but lucratif à laquelle la détermination des politiques sociales et l'administration de tout ou partie des activités du service social ont été confiées, en application de l'article 4 de l'arrêté du 20 juillet 2006 portant création du service social des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel, de Wallonie Bruxelles Enseignement et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII (ci-après dénommé le service social) ;

1.2. Toute entité dans laquelle la Communauté française ou une des personnes morales visées au 1.1 détient directement ou indirectement une participation qualifiée telle que définie au point 14 de l'article 1^{er} du présent décret;

1.3. Toute entité dont les activités sont financées majoritairement par la Communauté française pour autant que ce financement soit au moins égal ou supérieur à 500.000,00 EUR sur une base moyenne annuelle. Pour déterminer ce montant, le total des sommes octroyées à l'entité sur les trois exercices précédents est additionné puis divisé en trois pour déterminer la moyenne annuelle de financement.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux établissements d'enseignement, aux centres psycho-médico-sociaux, aux internats, aux établissements d'enseignement supérieur et à leur Pouvoir organisateur respectif.

Est considérée comme activité financée par la Communauté française au sens du premier alinéa, toute activité bénéficiant d'une subvention ou autre prestation, telle que visée à l'article 57 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, qui finance ou soutient ladite activité.

Le 1^{er} janvier de chaque année le montant visé à l'alinéa 1^{er} est multiplié par l'indice des prix à la consommation (base 2004) et divisé par 121,66 (indice des prix à la consommation décembre 2012, base 2004).

2. « Sociétés de bâtiments scolaires » : les sociétés visées par le décret du 5 juillet 1993 portant création de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics.

3. « Sociétés de gestion patrimoniale » : les sociétés visées à l'article 10 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

4. « Administrateur public » : toute personne ou son suppléant qui :

- est une personne physique ;

- siège au sein de l'organe chargé de la gestion d'un organisme ;

- a été désignée par le Gouvernement ou par le Parlement ou sur proposition de ceux-ci, conformément au présent décret, au décret ou à l'arrêté portant création dudit organisme, à ses statuts ou aux droits du Gouvernement dans l'actionnariat ou a été désignée, au sein de l'organe de gestion d'un organisme, sur intervention de la Communauté française, par un organisme qui en dépend, une province ou une commune.

Les administrateurs indépendants qui siègent au sein de l'organe chargé de la gestion d'un organisme sont considérés pour l'application du présent décret comme des administrateurs publics.

5. « Gestionnaire » : toute personne physique, autre qu'un administrateur public ou un observateur, chargée de la gestion journalière de l'organisme ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière dudit organisme. Au cas où la gestion journalière est confiée à un organe collégial conformément au décret ou à l'arrêté portant création de l'organisme, les membres de l'organe collégial sont chacun qualifiés de « gestionnaire ».

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, les membres du bureau du CSA peuvent être administrateur public et en charge de la gestion journalière de l'organisme. Seul le président est qualifié de gestionnaire.

6. « Organe de gestion » : le conseil d'administration de l'organisme ou, à défaut, tout autre organe, quelle que soit sa dénomination, qui dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de la mission ou de l'objet social de l'organisme.

7. « Organe restreint de gestion » : organe auquel l'organe de gestion de l'organisme a délégué, sous sa responsabilité, une partie de ses pouvoirs. L'organe restreint de gestion est une émanation de l'organe de gestion et est composé uniquement d'administrateurs publics désignés en son sein. Plusieurs organes restreints de gestion peuvent être instaurés au sein d'un même organisme ;

L'organe restreint de gestion est composé du président, du vice-président et est composé au maximum de vingt-cinq pour cent des membres de l'organe de gestion en ce compris le président et le vice-président avec un minimum de quatre membres. Le gestionnaire participe à l'organe restreint de gestion en qualité d'invité.

8. « Observateur » : personne physique désignée en vertu de l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2 pour siéger avec voix consultative au sein d'un organe de gestion d'un organisme soumis au présent décret et qui, à l'exception des règles spécifiques qui la concernent telles qu'établies par le présent décret, bénéficie des mêmes droits et obligations que les administrateurs publics, en ce compris les règles de déontologie et d'éthique.

9. « Informations nominatives et individuelles » : données figurant dans le rapport de rémunération relatives à une personne concernée et dont le prénom et le nom sont transmis au Gouvernement et au Parlement.

10. « Mandat dérivé » : le mandat ou la fonction exercé par l'administrateur public, le gestionnaire ou le membre du personnel d'un organisme et qui lui a été confié par ou sur proposition de l'organisme dont il est issu.

11. « Voie électronique sécurisée » : tout mode de communication sécurisée en vue d'assurer la transmission électronique d'informations, émanant de l'organe de contrôle ou adressée à celui-ci dans le cadre de ses compétences, selon les modalités que le Gouvernement détermine, dans le respect des exigences légales, décrétales et réglementaires.

12. « Entité » : toute structure de droit privé ou de droit public dotée de la personnalité juridique autre que les personnes morales de droit public reprises au point 1.1. et répondant aux critères définis aux points 1.2. ou 1.3.

13. « Participation » : la détention de droits sociaux dans d'autres entités lorsque cette détention vise, par l'établissement d'un lien durable et spécifique avec ces entités à permettre à l'organisme qui détient ces droits sociaux d'exercer une influence sur l'orientation de la gestion de ces sociétés.

14. « Participation qualifiée » : la détention au sein d'une entité de plus de 50 % des droits de vote attachés à l'ensemble des actions, parts ou droits d'associé de l'entité en cause.

15. « Groupe politique démocratique » : tout groupe politique qui respecte les principes démocratiques énoncés notamment, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

16. « Le Parlement » : le Parlement de la Communauté française.

17. « Le Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française.

18. « Le ministre de tutelle » : le ministre dont relèvent, le cas échéant, l'organisme, les sociétés de bâtiments scolaires ou les sociétés de gestion patrimoniale.

19. « Le ministre du Budget » : le ministre qui a le budget de la Communauté française dans ses attributions.

20. « Administrateur indépendant » : l'administrateur public qui satisfait aux critères suivants :

- ne pas être un gestionnaire, ni exercer une fonction de délégué à la gestion journalière au sein de l'organisme ou d'une entité et ne pas avoir occupé un tel poste pendant une période de trois ans précédant la nomination, sauf s'il est membre de droit du fait de ses nouvelles fonctions ;

- ne pas avoir fait partie du personnel de direction, conformément à la définition de l'article 19, 2^o, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, de l'organisme ou d'une entité, durant une période de trois ans précédant sa désignation, sauf s'il est membre de droit du fait de ses nouvelles fonctions ;

- ne pas recevoir ou avoir reçu durant son mandat ou durant une période de trois ans précédant sa désignation, une rémunération significative ou un autre avantage important de nature patrimoniale de l'organisme ou d'une entité, en dehors des rémunérations éventuellement perçues comme administrateur public ;

- être une personne dotée de compétences avérées dans le secteur d'activités de l'organisme.

21. « Titulaire de fonction de direction » : les personnes autres que les gestionnaires qui occupent une fonction d'encadrement, caractérisée par l'exercice d'une parcelle d'autorité, un degré de responsabilité et un régime pécuniaire traduisant la place occupée au sein de l'organigramme et exerçant leur fonction sous régime statutaire ou contractuel.

22. « Mandataire » : toute personne désignée par la Communauté française en tant qu'administrateur public, observateur ou administrateur indépendant, respectivement définis aux points 4, 8 et 20.

23. « Corps interministériel des commissaires du Gouvernement » : les commissaires du Gouvernement nommés à titre définitif tel que prévu par l'article 42 du présent décret.

24. « Organe de contrôle » : l'organe de contrôle visé à l'article 62 du présent décret.

25. « Usager » : toute personne physique ou morale bénéficiant des services proposés par les organismes visés par le présent décret.

Art. 2. Le présent décret s'applique :

1. à tous les mandataires et tous les gestionnaires des organismes;
2. à tous les membres de la cellule d'audit interne auprès des organismes ;
3. à tous les commissaires du Gouvernement auprès des organismes ;
4. à tous les commissaires du Gouvernement auprès des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale ;
5. à tous les commissaires aux comptes auprès des organismes et des sociétés de gestion patrimoniales.

Toutefois,

1. les articles 3 à 8 et 16 à 19 ne sont pas applicables à la RTBF et à l'ONE à l'exception de l'article 4, § 4, alinéa 2, et § 5, alinéa 2, du présent décret ;
2. l'article 14, alinéa 2, et les articles 20 et 21 ne sont pas applicables à la RTBF ;
3. l'article 4 n'est pas applicable au Fonds Écureuil ;
4. les articles 3 à 8, 16 à 19 et 22 à 31 ne sont pas applicables à l'IFPC ;
5. les articles 36 à 39 ne sont pas applicables aux commissaires du Gouvernement auprès des sociétés de bâtiments scolaires et sociétés de gestion patrimoniale ;
6. les articles 3, 4, §§ 1^{er}, 3 et 5, et les articles 5 à 8, 12, 13, 14, 15, § 1 à 5, 16 à 31 et 33 à 61 ne sont pas applicables aux entités visées à l'article 1^{er}, 1.2 ;
7. les articles 3, 4, §§ 1^{er}, 3 et 5, et les articles 5 à 8, 12, 13, 14, 15, § 1 à 4, 16 à 61 ne sont pas applicables aux entités visées à l'article 1^{er} 1.3 ;
8. les articles 3, 4, §§ 1^{er}, 3 et 5, et les articles 5 à 8, 12 à 14, 21 à 31 et 33 à 61 ne sont pas applicables à l'IPFI ;
9. les articles 3 à 31 et 33 à 67 ne s'appliquent pas à l'OFFA ;
10. les articles 3 à 8, 12 à 14, 16 à 31 et 33 à 61 ne s'appliquent pas au CSA ;
11. les articles 3 à 8, 12 à 31 et 33 à 61 ne s'appliquent pas à l'EAP ;
12. les articles 3 à 8, 12 à 14, 16 à 31 et 33 à 61 ne s'appliquent pas au CHU ;
13. les articles 3 à 9, 12 à 14, 16 à 31, 33 à 49 et 51 à 61 ne s'appliquent pas au service social ;
14. les articles 3, 4, §§ 1^{er}, 3 et 4, et les articles 5 à 8, 12 à 31 et 33 à 61 ne s'appliquent pas au Consortium de validation des compétences.

TITRE II. — *Le mandataire et le gestionnaire*

CHAPITRE 1^{er}. — *Composition des organes de gestion*

Art. 3. Les organismes sont gérés par un organe de gestion.

Si l'organe de gestion de l'organisme délègue une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs organes restreints de gestion, sa délibération relative aux délégations précise les actes de gestion qui sont délégués et la durée de délégation d'un terme maximal de trois ans renouvelable.

Elle est votée à la majorité simple et notifiée aux administrateurs publics et aux commissaires du Gouvernement. Une publicité de ces délégations est assurée vis-à-vis des tiers.

Elle prend fin après tout renouvellement intégral de l'organe de gestion.

Le règlement organique de l'organe de gestion peut prévoir des majorités spéciales.

Art. 4. § 1^{er}. L'organe de gestion est composé, outre les observateurs éventuels, d'un maximum de 13 administrateurs publics désignés par le Gouvernement pour la durée de la législature et par application de la représentation proportionnelle des groupes politiques démocratiques reconnus au sein du Parlement, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral.

Si, en application des dispositions de l'alinéa 1^{er}, un de ces groupes politiques ne dispose pas d'un administrateur public au sein de l'organe de gestion d'un organisme, il y est représenté par un observateur désigné par le Gouvernement, sur proposition de ce groupe politique pour la durée de la législature.

Le Gouvernement peut désigner parmi les 13 administrateurs publics, deux administrateurs publics indépendants au plus. Les administrateurs indépendants sont désignés pour la durée de la législature.

Les administrateurs publics et les observateurs conservent leur mandat jusqu'à leur remplacement effectif lors de la législature suivante.

§ 2. Préalablement à la désignation en tant que mandataire, le Gouvernement vérifie :

- 1° que le candidat s'engage à offrir une disponibilité suffisante pour exercer son mandat ;
- 2° par la production d'un curriculum vitae, que le candidat dispose des compétences professionnelles, de l'expérience utile, notamment dans les domaines d'activités de l'organisme ;
- 3° que le candidat est domicilié au sein de l'Union européenne.

La désignation et la proposition de désignation ne peut intervenir qu'après vérification que le candidat remplit les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°.

§ 3. Le Gouvernement désigne parmi les membres de l'organe de gestion ceux qui siègent au sein des organes restreints de gestion. Ils sont nommés par application de la représentation proportionnelle des groupes politiques démocratiques reconnus au sein du Parlement de la Communauté française conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral. Le président et le vice-président siègent d'office au sein des organes restreints de gestion. Le gestionnaire assiste aux réunions de l'organe de gestion et des organes restreints de gestion avec voix consultative.

§ 4. Sans préjudice d'autres incompatibilités existantes, la qualité de mandataire et de gestionnaire est incompatible avec :

- a) la qualité de membre d'un Gouvernement ou de secrétaire d'État régional de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- b) la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire et régionale ;

- c) la qualité de commissaire européen ;
- d) la qualité de gouverneur de province, de commissaire d'arrondissement ou la qualité de député provincial ;
- e) la qualité de membre du personnel de l'organisme ou de ses filiales, à l'exception du (des) responsable(s) de la gestion journalière ;
- f) l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et, par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide ;
- g) l'exercice d'une fonction de nature à créer un conflit d'intérêts personnel ou fonctionnel, en raison de l'exercice de la fonction ou de la détention d'intérêts dans une société ou une organisation exerçant une activité en concurrence directe avec celle de l'organisme concerné ;
- h) la qualité de conseiller externe ou de consultant régulier de l'organisme concerné.
- i) la qualité de membre d'un cabinet ministériel de la Communauté française.

Le gestionnaire dont les fonctions ont pris fin depuis moins de trois ans ne peut être mandataire au sein de ce même organisme.

§ 5. La qualité d'observateur est réservée aux personnes désignées dans le cas prévu au § 1^{er}, alinéa 2.

Les organes restreints de gestion peuvent inviter des observateurs à leurs réunions.

Art. 5. Les mandataires sont choisis parmi les personnes qui justifient de diplômes ou compétences adéquats, d'une intégrité et d'une connaissance de la gestion publique.

Art. 6. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 66, § 2, les mandataires peuvent être révoqués par le Gouvernement à tout moment, après avis ou sur proposition de l'organe de gestion et audition de la personne concernée qui :

1. a accompli un acte incompatible avec les missions de l'organisme ;
2. a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat ;
3. exerce une activité incompatible visée, à l'article 4, § 4, avec l'exercice de son mandat ;
4. est absent sans justification à plus de vingt-cinq pour cent des réunions ordinaires et régulièrement convoquées de l'organe de gestion au cours d'une même année ;
5. viole une disposition de la charte de l'administrateur public visée à l'article 9.

§ 2. Si un mandataire démissionne, décède, est révoqué ou perd la qualité en fonction de laquelle il a été nommé, il sera remplacé selon la même procédure que celle qui a présidé à sa nomination. Le remplaçant achève le mandat du membre qui a démissionné, est décédé ou a été révoqué.

CHAPITRE II. — *La formation*

Art. 7. Dans l'année qui suit leur désignation, l'organisme organise pour les administrateurs publics et les observateurs un cycle de formation permanente relatif à l'évolution du statut et de la fonction d'administrateur public au regard des évolutions législatives, sociales, réglementaires et de gestion en la matière.

Art. 8. L'organe de gestion de chaque organisme adopte et transmet annuellement au ministre de tutelle et au ministre du Budget un rapport d'information sur les formations suivies par les administrateurs publics et les observateurs.

CHAPITRE III. — *La charte de l'administrateur public*

Art. 9. § 1^{er}. Chaque administrateur public et chaque observateur s'engagent à respecter la charte de l'administrateur public qu'il signe lors de son installation.

Sa désignation ne sort ses effets qu'à la date de la signature de la charte par celui-ci.

La charte de l'administrateur public, qui définit les engagements de chaque administrateur public et de chaque observateur dans l'exercice de leur mandat, fait l'objet d'un arrêté du Gouvernement.

La charte de l'administrateur public devra comprendre au moins les engagements suivants :

1. le respect de la légalité, du contrat de gestion et de manière plus générale l'exécution des missions de service public de l'organisme ;
2. la surveillance du respect des intérêts de l'organisme ;
3. la surveillance du fonctionnement efficace de l'organe de gestion et des organes restreints de gestion ;
4. la protection des intérêts de la Communauté française ;
5. le respect de l'obligation préalable et postérieure d'information du Gouvernement lorsqu'il s'agit de moments de crise ou de décisions stratégiques, que ces décisions relèvent ou non des missions de service public ;
6. l'obligation à titre exceptionnel pour le président, en cas de décisions stratégiques ou de moments de crise, de s'en tenir à un mandat particulier et motivé du Gouvernement ;
7. la prévalence des intérêts, en toutes circonstances, de l'organisme et de la Communauté française, sur les intérêts personnels directs ou indirects de l'administrateur public ;
8. le développement propre des compétences professionnelles dans l'exercice de sa mission ;
9. le candidat prouvera par la production d'un extrait de casier judiciaire, tel que visé à l'article 595 du Code d'instruction criminelle ou à défaut, une déclaration sur l'honneur qu'il n'a encouru aucune condamnation pénale incompatible avec l'exercice du mandat d'administrateur public ;
10. d'observer des règles de déontologie, en particulier en matière de conflits d'intérêts, d'usage d'informations privilégiées, de loyauté, de discrétion et de bonne gestion des deniers publics.

Le ministre de tutelle et les commissaires du Gouvernement reçoivent copie des chartes signées par les administrateurs publics et par les observateurs.

§ 2. En dérogation au § 1^{er}, alinéa 4, les 5. et 6. ne s'appliquent pas aux administrateurs publics désignés au CSA.

CHAPITRE IV. — *Rémunération et jetons de présence des administrateurs publics, des observateurs et du gestionnaire et Comité de rémunération*

Section I. — Rémunération et jetons de présence des administrateurs publics, des observateurs et du gestionnaire

Art. 10. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les formes, montants maximums et modalités d'attribution de la rémunération ainsi que des jetons de présence des administrateurs publics et observateurs dans le respect des plafonds visés à l'alinéa 3, 3^o.

Pour les organismes soumis au Code des sociétés et des associations, l'organe de gestion propose à l'assemblée générale lors de la désignation des administrateurs, en concertation avec les actionnaires et sur proposition du comité de rémunération, les formes, montants et modalités d'attribution de leur rémunération ainsi que des jetons de présence dans le respect des plafonds visés à l'alinéa 3, 3^o, et de l'arrêté du Gouvernement visé à l'alinéa 1^{er}.

L'organe de gestion, le cas échéant sur proposition du comité de rémunération, détermine la rémunération et la valeur des jetons de présence en tenant compte du secteur d'activités de l'organisme, du niveau de responsabilité et en respectant les règles suivantes :

1^o l'administrateur public peut percevoir un jeton de présence par réunion lorsqu'il y participe effectivement.

2^o seul l'administrateur public qui exerce une fonction de président peut percevoir en lieu et place des jetons de présence tels que prévus au 1^o, une rémunération fixe et des avantages en nature, dans le respect des plafonds prévus au 3^o pour l'exercice de sa fonction au sein de l'organe de gestion.

L'administrateur public qui exerce la fonction de vice-président peut également percevoir en lieu et place des jetons de présence une rémunération et des avantages en nature pour autant qu'il soit membre de l'organe restreint de gestion. L'organe de gestion d'un organisme visé à l'article 1.1 et 1.2 ne peut compter qu'un seul vice-président ;

Par exception à l'alinéa précédent, les membres du Bureau du CSA qui n'exercent pas la fonction de vice-président peuvent percevoir une rémunération dans le respect du même plafond que celui applicable au vice-président.

3^o la rémunération brute annuelle de l'administrateur public exerçant une fonction de président ou de vice-président ou la somme annuelle des jetons de présence d'un administrateur n'exerçant pas lesdites fonctions ne dépasse pas :

a) 19 997,14 euros pour le président de l'organe de gestion ;

b) 14 997,87 euros pour le vice-président de l'organe de gestion pour autant qu'il soit membre de l'organe restreint de gestion ;

c) 4 999,28 euros pour un administrateur public.

Ces montants n'incluent pas :

a) les montants perçus en remboursement de frais exposés pour le compte de l'organisme ;

b) les avantages de toute nature découlant de l'utilisation privée d'outils de travail, tels que le téléphone portable et l'ordinateur portable ; ces outils de travail sont restitués par le bénéficiaire à l'échéance du mandat ;

c) les primes d'assurance responsabilité civile, défense en justice et celles visant à offrir une couverture des frais exposés en raison de l'état de santé de l'administrateur public, prises en charge par l'organisme.

Tout autre avantage en nature automatiquement lié à l'exercice du mandat est interdit.

4^o les frais de parcours résultant de déplacements effectués pour les besoins inhérents à l'exercice du mandat d'administrateur public ou d'observateur donnent lieu à une intervention dans les formes et conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

5^o l'observateur peut percevoir un jeton de présence pour sa participation effective à une réunion dans les mêmes conditions que les administrateurs publics.

6^o seules les réunions des organes de gestion, de l'organe restreint de gestion s'il est constitué, du comité d'audit et du comité de rémunération peuvent donner lieu à jeton de présence, à concurrence d'un jeton par réunion à laquelle l'administrateur public assiste effectivement ou donner lieu à l'octroi d'une rémunération et d'avantages en nature.

7^o il peut être accordé au même administrateur public seulement un jeton de présence par jour, quels que soient la nature et le nombre de réunions auxquelles il a assisté au sein du même organisme.

8^o le montant total perçu par une personne non élue en contrepartie de l'exécution de l'ensemble de ses mandats publics est égal ou inférieur à 50% du montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants.

Le montant total perçu par une personne élue en contrepartie de l'exécution de l'ensemble de ses mandats publics est égal ou inférieur à 150% du montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants.

Concernant les montants visés à l'alinéa 3, 3^o, ils sont rattachés à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Concernant l'alinéa 3, 8^o, le mandat de gestionnaire exercé soit à temps plein, soit à titre principal, dans le cadre d'une relation de travail directe ou indirecte, sous statut salarié, indépendant ou statutaire, n'est pas pris en compte pour le calcul du plafond.

Sans préjudice du mécanisme d'indexation, un administrateur ne peut pas se voir octroyer une rémunération supérieure, en incluant les avantages en nature, à celle dont bénéficiait un administrateur public en fonction au sein de l'organisme concerné au 31 décembre 2019 et exerçant la même fonction.

9^o pendant la durée du mandat, l'organe de gestion met à la disposition de chaque administrateur public et chaque observateur les outils nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

§ 2. La rémunération du président et du vice-président visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 2^o, est calculée pour la participation à l'ensemble des réunions des organes de gestion auxquelles sont tenues de participer les fonctions précitées. Lorsqu'un défaut de participation a été constaté, le montant de la rémunération est réduit à due concurrence.

Le président et le vice-président qui n'ont pas participé effectivement à la réunion sont considérés en défaut de participation. N'est pas considéré comme un défaut de participation, une absence totale ou partielle à une réunion d'un organe de gestion, en raison d'une maladie, d'un congé de maternité, de paternité ou d'adoption, ou d'un cas de force majeure si cet état de fait est dûment justifié.

La rémunération est versée mensuellement, à terme échu et à concurrence de 1/12^{ème}.

L'organe de gestion de l'organisme qui rémunère le président et le vice-président annexe au rapport de rémunération visé à l'article 15, une fiche récapitulative annuelle reprenant les montants versés et leur justification pour chaque mois.

Art. 11. § 1^{er}. Le plafond de rémunération du gestionnaire d'un organisme est de 245.000,00 euros bruts annuels.

Le plafond de rémunération de 245.000,00 euros bruts annuel est indexé le 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante : le plafond de rémunération est égal à 245.000,00 euros multiplié par l'indice des prix à la consommation de décembre (base 2004) et divisé par 121,66 (indice des prix à la consommation de décembre 2012, base 2004).

En cas d'exercice à temps partiel de la fonction de gestionnaire, le plafond de rémunération est calculé au prorata du régime de travail convenu.

§ 2. Le montant maximal visé au § 1^{er} est obtenu en additionnant toutes les sommes en espèces et tous les avantages évaluables en argent dont le gestionnaire bénéficie en contrepartie ou à l'occasion de son mandat, de la part de l'employeur ou de personnes morales qui lui sont directement liées, et comprend au moins :

1° le traitement brut mensuel ;

2° les primes et pécules qui sont octroyés en vertu de la législation et de la réglementation sur le travail en vigueur ou des conventions collectives applicables à l'organisme ;

3° le cas échéant, la prime octroyée au gestionnaire en vertu d'une décision de l'employeur, dont le montant annuel ne peut excéder un cinquième du traitement visé au § 1 ;

4° le cas échéant, les rémunérations variables accordées en fonction d'objectifs mesurables, de nature financière ou autre, fixés au moins six mois à l'avance, dont le montant annuel total ne peut excéder un cinquième du traitement visé au § 1 ;

5° le cas échéant, les avantages, en ce compris les contributions versées par l'employeur au bénéfice du gestionnaire, résultant d'un régime de pension complémentaire de quelque nature que ce soit.

§ 3. N'entrent pas en compte pour le calcul du montant maximal visé au § 1 :

1° les montants perçus en remboursement de frais exposés pour le compte de l'organisme s'ils sont fixés dans le respect des dispositions fiscales applicables ;

2° les avantages de toute nature découlant de l'utilisation privée d'outils de travail y compris un téléphone portable, un ordinateur portable, l'éventuelle voiture mise à disposition si les règles fiscales sont appliquées ;

3° les primes d'assurance responsabilité civile, défense en justice et celles visant à offrir une couverture des frais exposés en raison de l'état de santé du gestionnaire prises en charge par l'employeur ;

4° les indemnités pour frais de séjour et de déplacement, dans la mesure où elles donnent lieu à exonération dans le cadre du calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Concernant les avantages de toute nature visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, les outils de travail sont restitués par le gestionnaire à l'échéance de la relation de travail.

§ 4. L'organisme ne peut allouer au gestionnaire :

1° une rémunération sous forme d'action, option sur action ou tout autre produit de nature similaire ;

2° en cas de départ volontaire ou consenti du gestionnaire, une prime de départ, quel que soit son nom ou sa nature, en ce compris les libéralités, et ce, sans préjudice des indemnités éventuelles dues en vertu d'une clause de non-concurrence ;

3° en cas de départ suite à une rupture unilatérale du fait de l'organisme ou en cas de dissolution de celui-ci ou en cas de non-renouvellement de la mission du gestionnaire à l'échéance du terme convenu, toute indemnité de départ autre que celle prévue par la législation applicable à la relation de travail ;

4° un plan de pension complémentaire autre qu'un engagement de type contributions définies, tel que défini à l'article 3, 14°, de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, bénéficiant à l'ensemble du personnel de l'organisme dans des conditions strictement identiques.

§ 5. Aucun autre membre du personnel et aucune autre personne que le gestionnaire exerçant des fonctions de direction ne peut percevoir une rémunération et des avantages qui dépassent le plafond applicable au gestionnaire, à l'exception des médecins hospitaliers et des professionnels des soins de santé, visés respectivement à l'article 8, 4°, et à l'article 9 de la loi coordonnée le 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et établissements de soins.

§ 6. La rémunération ou les jetons de présence perçus par un gestionnaire ou par un membre du personnel en contrepartie de l'exercice, par celui-ci, d'un mandat directement dérivé du mandat détenu ou exercé au sein de l'organisme est directement versée à l'organisme dont est issue la personne qui exerce le mandat dérivé.

§ 7. Une clause de non-concurrence peut, le cas échéant, être insérée dans le contrat du gestionnaire. Si le gestionnaire exerce ses fonctions dans le cadre d'un contrat de travail, une clause de non-concurrence peut, le cas échéant, être ajoutée avant la fin des relations contractuelles ou au moment de la rupture en respect des conditions fixées par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment eu égard à l'activité de l'organisme concerné.

Une convention de non-concurrence peut, le cas échéant, être conclue après la fin des relations contractuelles eu égard à l'activité de l'organisme concerné.

Dans tous les cas, la clause de non-concurrence est prévue pour une période de six mois maximum. L'indemnité perçue à ce titre n'est pas supérieure à la rémunération de base pour la moitié de la période de non-concurrence prévue.

§ 8. Le gestionnaire qui souhaite exercer une activité professionnelle en complément de sa fonction de gestionnaire demande l'accord de l'organe de gestion au sein duquel il exerce sa fonction.

L'organe de gestion statue sur cette demande en tenant compte de l'incidence que cette autre fonction peut avoir sur la fonction de gestionnaire au sein de l'organisme.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'accord de l'organe de gestion n'est pas sollicité lorsqu'il s'agit d'une activité professionnelle ou d'un mandat d'administrateur, sur décision du Gouvernement ou du Parlement.

§ 9. Lorsque la réglementation applicable à l'organisme prévoit des échelles barémiques de traitements, le traitement fixé pour le grade du gestionnaire ne peut dépasser le montant fixé au § 1^{er}.

§ 10. Lors de la fixation de la rémunération du gestionnaire, l'organisme tient compte des éléments suivants :

- 1° son niveau de responsabilité ;
- 2° son ancienneté ;
- 3° son expérience ;
- 4° son domaine d'activités ;
- 5° la moyenne des rémunérations pratiquée dans le secteur d'activités concerné.

Section II. — Comité de rémunération

Art. 12. L'organe de gestion peut constituer en son sein un Comité de rémunération. Sauf délégation expresse de l'organe de gestion, le Comité a pour mission de rendre un avis sur les politiques et les pratiques de rémunération au sein de l'organisme et d'émettre des recommandations sur la rémunération individuelle et les avantages quelconques accordés aux gestionnaires et aux membres de l'organe de gestion.

Art. 13. Le Comité de rémunération est composé d'administrateurs publics par application de la représentation proportionnelle des groupes politiques démocratiques reconnus au sein du conseil de la Communauté française conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral. Le président de l'organe de gestion ne peut être membre du Comité de rémunération.

Le Comité de rémunération se réunit au moins deux fois par an et chaque fois qu'il l'estime nécessaire pour l'exécution de ses missions.

Les commissaires du Gouvernement sont invités aux réunions du Comité de rémunération.

Le Comité de rémunération fait régulièrement rapport à l'organe de gestion ou à l'organe restreint de gestion sur l'exercice de ses missions.

CHAPITRE V. — Règlement organique de l'organe de gestion

Art. 14. L'organe de gestion établit un règlement organique qui détermine le mode selon lequel il exerce ses attributions.

Ce règlement est soumis préalablement à l'approbation du Gouvernement, accompagné d'un rapport des commissaires du Gouvernement.

Il comprendra notamment les règles minimales suivantes :

1. les limites et les formes dans lesquelles l'organe de gestion délègue certaines de ses attributions.
2. l'obligation et la procédure d'information préalable et postérieure du Gouvernement lors de décisions stratégiques ou de moments de crise.
3. l'organisme agit par ses organes de gestion et les membres de ces organes ne contractent aucun engagement personnel relatif aux engagements de ceux-ci.
4. les administrateurs publics forment un collège, mais dans les cas justifiés par l'urgence et par l'intérêt social, et dans la mesure où le règlement organique de l'organe de gestion le permet, les décisions de l'organe de gestion peuvent être prises par consentement unanime et écrit des administrateurs publics.

Cette procédure ne peut toutefois pas être utilisée pour l'adoption dudit règlement, pour la désignation du président et du vice-président, pour la fixation du montant de la rémunération des président, vice-président et du gestionnaire et des jetons de présence des administrateurs publics, pour l'arrêt des comptes annuels, pour l'utilisation du capital ou pour tout autre cas que le règlement organique de l'organe de gestion entendrait excepter.

5. une procédure d'information de l'organe de gestion et des commissaires du Gouvernement en cas de conflit d'intérêts dans le chef d'un mandataire ainsi que la possibilité pour l'organisme d'agir en nullité des décisions prises en violation cette disposition lorsque l'autre partie avait ou devait avoir connaissance de cette circonstance.

6. les mandataires sont personnellement et solidairement responsables lorsqu'une décision prise en application des principes définis au point 5 leur a procuré ou a procuré à l'un d'entre eux un avantage financier abusif au détriment de l'organisme.

TITRE III. — Transparence des rémunérations

Art. 15. § 1^{er}. Les organismes transmettent au plus tard le 30 juin au Gouvernement un rapport annuel d'activités de l'année précédente. Les organismes assurent la publicité du rapport, notamment en le publiant sur leur site internet.

Ce rapport indique notamment les mesures prises par l'organisme pour remplir ses missions de service public et, le cas échéant, son contrat de gestion ainsi que les perspectives d'avenir. Le Gouvernement le transmet au Parlement dans le mois de sa prise d'acte.

Ce rapport comprend également un rapport de rémunération dont le modèle est fixé par le Gouvernement et comprenant les informations nominatives et individuelles prévues aux §§ 2 et 3.

Ce rapport de rémunération vise à assurer la transparence quant à l'application des règles relatives à l'encadrement des rémunérations prévues aux articles 10 et 11 et à en permettre le contrôle parlementaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la date de remise du rapport annuel d'activités de l'ONE est fixée à l'article 13 du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Concernant la RTBF, le rapport annuel d'activités est également transmis au Conseil supérieur de l'audiovisuel.

§ 2. Le rapport de rémunération visé au § 1^{er} comprend pour les mandataires et les commissaires du Gouvernement à temps partiel, les informations suivantes :

- 1° la date de la désignation et la durée du mandat ;
- 2° le montant des rémunérations brutes annuelles, indemnités, avantages ainsi que les jetons de présence accordés directement ou indirectement en fonction de leur qualité d'administrateur public, d'administrateur indépendant, de président ou de vice-président, observateur ou commissaire du Gouvernement à temps partiel ainsi que les informations sur les mandats et les rémunérations y afférentes que ces mandataires ont obtenus dans les personnes morales dans lesquelles l'organisme détient des participations ou au fonctionnement desquelles il contribue et où les mandataires ont été désignés sur sa proposition ;

3° le nombre annuel de réunions de l'organe de gestion et des organes restreints de gestion et la participation des mandataires et des commissaires du Gouvernement à temps partiel à ces réunions ;

4° le nombre annuel de réunions rémunérées ou ayant donné lieu à un jeton de présence.

§ 3. Le rapport de rémunération visé au § 1^{er} comprend, pour les gestionnaires et les titulaires de fonction de direction autres que les gestionnaires, les informations suivantes :

1° a) le type de contrat, la date de la signature du contrat, la date de l'entrée en fonction ainsi que, le cas échéant, la date de fin de mandat ou de fonction ;

b) la date de l'arrêté de désignation établi conformément au décret créant l'organisme concerné et aux dispositions réglementaires qui permettent d'en assurer l'exécution ;

2° le montant de la rémunération brute annuelle, décomposée comme suit :

a) le traitement de base annuel ;

b) le cas échéant, la rémunération annuelle variable additionnelle liée à des objectifs mesurables et ses modalités de paiement ;

c) le cas échéant, le montant versé par l'organisme ou tout autre avantage obtenu dans le cadre d'un régime de pension complémentaire ;

d) toutes autres composantes de la rémunération perçue, à l'exclusion de celles visées à l'article 11, § 3 ;

3° les informations complètes relatives aux mandats et aux rémunérations y afférentes que ces gestionnaires ou titulaires de fonction de direction autres que les gestionnaires ont obtenues au sein des personnes morales dans lesquelles l'organisme détient des participations ou au fonctionnement desquelles il contribue, et où les gestionnaires ou titulaires de fonction de direction autres que les gestionnaires ont été désignés sur sa proposition ainsi que la date de la désignation et la durée du mandat et le nombre annuel de réunions de l'organe de gestion et des organes restreints de gestion et la participation des gestionnaires.

4° les modalités relatives aux indemnités de départ.

En cas de départ, le montant des indemnités de départ éventuellement perçues est également indiqué dans le rapport de rémunération visé au § 1^{er}.

§ 4. Le rapport annuel d'activités de l'organisme ou, à défaut, le rapport de gestion fait également état de l'application des mesures visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes et de la répartition, en termes de genre, des mandats occupés.

§ 5. Le rapport annuel d'activités ou le rapport annuel lié au subventionnement établi en vertu d'une autre législation mentionne les données reprises aux §§ 2 et 3 du présent article.

L'organisme transmet ce rapport, dès qu'il est établi, au Gouvernement. L'organisme assure une publicité du rapport, notamment en le publiant sur son site internet.

§ 6. Les données reprises aux §§ 2 et 3 sont conservées et accessibles pendant 5 années maximum.

TITRE IV. — *Contrat de gestion*

CHAPITRE I^{er}. — *Définition et contenu*

Art. 16. § 1^{er}. Les règles et les modalités selon lesquelles un organisme exerce les missions de service public qui lui sont confiées par le décret, sont arrêtées dans un contrat de gestion conclu entre la Communauté française et l'organisme visé à l'article 1^{er}, 1.1.

§ 2. Sans préjudice d'autres dispositions visées par une législation propre à l'organisme, ce contrat de gestion règle les matières suivantes :

1. les tâches que l'organisme assume en vue de l'exécution de ses missions de service public, ci-après dénommées les « tâches de service public » ;

2. les principes gouvernant les tarifs pour les prestations fournies dans le cadre des tâches de service public, ci-après dénommées les « prestations de service public » ;

3. les règles de conduite, les engagements et les objectifs à atteindre vis-à-vis des usagers des prestations de service public et des acteurs du secteur ;

4. la fixation, le calcul et les modalités de paiement de dotations ou de subventions éventuelles à charge du budget général des dépenses de la Communauté française que la Communauté française accepte d'affecter à la couverture des charges qui découlent pour l'organisme de ses tâches de service public ;

5. la fixation, le calcul et les modalités de paiement des indemnités éventuelles à verser par l'organisme à la Communauté française, notamment en ce qui concerne les avantages liés aux droits exclusifs éventuels de l'organisme et, le cas échéant, les droits d'usage qui sont concédés par la Communauté à l'organisme sur des biens ;

6. le cas échéant, des objectifs relatifs à la structure financière de l'organisme ;

7. le cas échéant, des règles relatives à la répartition des bénéfices nets ;

8. le cas échéant, la fixation d'un montant, pour ce qui concerne les opérations immobilières soumises à l'autorisation préalable du ministre de tutelle et du ministre du Budget et, le cas échéant, la fixation d'un délai à l'expiration duquel l'autorisation est supposée être accordée ;

9. une clause d'imprévision permettant de modifier certains paramètres du contrat de gestion, en raison de cas fortuits ou de cas de force majeure ;

10. les sanctions en cas de non-respect par l'organisme de ses engagements ou de ses objectifs résultant du contrat de gestion.

§ 3. Le contrat de gestion est établi de manière telle que des objectifs concrets et mesurables de résultats en matière de service au public soient déterminés. À cette fin, avant la négociation d'un nouveau contrat de gestion, l'organisme concerné mènera une enquête, sauf dérogation accordée par le Gouvernement si la nature de l'organisme le justifie, auprès des usagers et des acteurs du secteur pour connaître leurs besoins.

§ 4. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite. Les articles 5.90 à 5.96 de la loi du 28 avril 2022 portant le livre 5 « Les obligations » du Code civil ne sont pas applicables au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation dans le contrat de gestion n'est pas exécutée ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation et, le cas échéant, demander des dommages-intérêts, sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

§ 5. Les obligations financières générales éventuelles de la Communauté française à l'égard d'un organisme sont limitées à celles qui résultent des dispositions du contrat de gestion conclu avec l'organisme.

CHAPITRE II. — Conclusion et approbation, suivi et évaluation, fin et renouvellement

Art. 17. Lors de la négociation et de la conclusion du contrat de gestion, la Communauté française est représentée par le ministre de tutelle.

Lors de la négociation du contrat de gestion, l'organisme est représenté à tout le moins par son gestionnaire et par son président. Le contrat de gestion est soumis à l'approbation de l'organe de gestion statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Le contrat de gestion n'entre en vigueur qu'après son approbation par arrêté du Gouvernement et à la date fixée par cet arrêté. Le contrat de gestion est transmis dans le même temps au Parlement.

Art. 18. § 1^{er}. Une réunion annuelle est organisée entre l'organisme, le ministre de tutelle, le ministre du Budget et le Ministre-Président pour, notamment, faire le point sur l'exécution du contrat de gestion.

§ 2. Le contrat de gestion est évalué tous les deux ans sur base d'un tableau de bord avec indicateurs dont les paramètres sont fixés par le contrat de gestion. Ce tableau de bord est établi par l'organisme et, le cas échéant, adapté de commun accord aux modifications des conditions du marché et aux développements techniques par application de paramètres objectifs prévus dans le contrat de gestion.

Ces adaptations proposées par l'une des parties ou par les deux parties sont faites conformément à l'article 17.

§ 3. Le ministre de tutelle, le ministre du Budget et le Ministre-Président transmettent au Gouvernement l'évaluation du contrat de gestion avec leurs remarques en même temps que le rapport annuel d'activités visé à l'article 15.

§ 4. Le Gouvernement peut demander à l'organisme de faire procéder à une évaluation externe du contrat de gestion.

§ 5. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de trois ans au moins et de cinq ans au plus.

Le contrat de gestion de l'IPFI couvre une période correspondant aux années académiques.

§ 6. Au plus tard six mois après l'expiration du contrat de gestion, l'organe restreint de gestion soumet au ministre de tutelle un projet de nouveau contrat de gestion.

Si, à l'expiration d'un contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le contrat est prorogé d'un plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion. Cette prorogation est publiée au *Moniteur belge* par le ministre de tutelle.

Si, un an après la prorogation visée à l'alinéa précédent, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le Gouvernement peut fixer des règles provisoires concernant les matières visées à l'article 16, § 2. Ces règles provisoires valent comme nouveau contrat de gestion et sont d'application jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion, conclu conformément à l'article 17.

Art. 19. Les arrêtés portant approbation d'un contrat de gestion, ou de son adaptation, ainsi que les arrêtés fixant les règles provisoires sont publiés au *Moniteur belge*.

Les dispositions du contrat de gestion ou, le cas échéant, des règles provisoires sont publiées en annexe de l'arrêté à l'exception de celles qui contiennent des secrets industriels ou commerciaux.

TITRE V. — Le droit des usagers

Art. 20. Sauf dérogation octroyée par le Gouvernement, les organismes instituent un service en leur sein qui traite les plaintes des usagers.

Cette plainte devra être justifiée par la constatation du non-respect par l'organisme de ses obligations envers les usagers dans le cadre de l'exécution de ses missions de service public.

L'organe de gestion de l'organisme détermine dans le règlement d'ordre intérieur du service visé à l'alinéa 1^{er}, qu'il transmet pour approbation au ministre de tutelle, la procédure à suivre pour traiter ces plaintes.

Art. 21. Le service visé à l'article 20 peut, dans le cadre d'une plainte dont il est saisi, prendre connaissance sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'organisme ayant trait directement à l'objet de la plainte.

Il peut requérir du gestionnaire, des mandataires, des commissaires du Gouvernement à temps partiel, des agents et des préposés de l'organisme toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui sont nécessaires pour son examen. L'information ainsi obtenue est traitée par le service comme confidentielle lorsque la divulgation pourrait nuire à l'organisme sur un plan général.

TITRE VI. — Le contrôle administratif et budgétaire

Art. 22. Chaque organisme fait l'objet d'un contrôle administratif et budgétaire tant interne qu'externe.

Le contrôle interne s'exerce soit conformément aux dispositions du chapitre I soit conformément aux dispositions de l'accord de coopération du 21 juillet 2016 entre la Communauté française et la Région wallonne créant un Service commun d'audit, dénommé « Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie ».

CHAPITRE I^{er}. — Le contrôle interne

Section 1^{re}. — Le comité d'audit

Art. 23. L'organe de gestion d'un organisme constitue en son sein un comité d'audit.

Art. 24. Le comité d'audit est composé de membres de l'organe de gestion qui ne sont pas membres de l'organe restreint de gestion et éventuellement d'un membre extérieur. Le président de l'organe de gestion ne peut être membre du comité d'audit. Le nombre maximum de membres du comité d'audit n'est pas supérieur à vingt-cinq pour cent du nombre de membres de l'organe de gestion, mais ne peut être inférieur à quatre.

Le président est désigné en son sein. Le secrétariat est assuré par un membre de la cellule d'audit.

Au moins un membre du comité d'audit dispose d'une expérience pratique ou de connaissances techniques en matière de comptabilité ou d'audit.

Le gestionnaire de l'organisme est invité aux réunions du comité d'audit, avec voix consultative. Les commissaires du gouvernement sont invités aux réunions.

Art. 25. Tous les six mois, le président du comité d'audit fait rapport de l'exercice des missions de la cellule aux organes de gestion de l'organisme.

Art. 26. § 1^{er}. L'organe de gestion définit les missions du comité d'audit, lesquelles comprennent au minimum les missions suivantes :

1° la communication à l'organe de gestion d'informations sur les résultats du contrôle légal des comptes annuels et d'explications sur la façon dont le contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés ont contribué à l'intégrité de l'information financière et sur le rôle que le comité d'audit a joué dans ce processus ;

2° le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et présentation de recommandations ou de propositions pour en garantir l'intégrité ;

3° le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'organisme ainsi que du suivi de l'audit interne et de son efficacité ;

4° le suivi du contrôle légal des comptes annuels, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par le ou les commissaires du Gouvernement ;

5° l'évaluation de la manière dont les objectifs ont été fixés pour les opérations et projets menés et si ces objectifs coïncident avec l'objet de l'organisme, en ce compris l'exercice des missions de service public et le contrat de gestion ;

6° le passage en revue des opérations et projets menés par l'organisme afin de déterminer dans quelle mesure les résultats suivent les objectifs fixés ;

7° la contribution au processus de gestion de l'organisme, en évaluant et en améliorant les processus par lesquels, d'une part, les objectifs sont définis, communiqués et rapportés et, d'autre part, les missions de service public et le contrat de gestion sont respectés ;

8° la remise d'avis à la demande motivée du gestionnaire ou d'un administrateur public.

§ 2. Dans l'exercice de ses missions, le comité d'audit s'appuie pour le volet opérationnel, sur une cellule d'audit interne.

Le comité d'audit fait régulièrement rapport à l'organe de gestion sur l'exercice de ses missions, au moins lors de l'établissement par celui-ci, du budget et des comptes annuels.

Section 2. — La cellule d'audit interne

Art. 27. Une cellule d'audit interne est instaurée dans chaque organisme sauf dérogation octroyée par le Gouvernement. La demande de dérogation doit être dûment motivée par l'organisme.

Art. 28. La cellule d'audit interne est composée d'experts engagés par l'organe de gestion de l'organisme, après avis du gestionnaire, et justifiant de qualifications ou d'une expérience utile en matière de gestion publique et dans les domaines respectifs des missions de l'organisme concerné.

Pour les organismes dont les membres du personnel sont soumis à un statut, les engagements se font dans le respect des principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent.

Art. 29. Dans l'organigramme de l'organisme, la cellule audit interne relève fonctionnellement du président du comité d'audit et administrativement du gestionnaire lui permettant d'exercer ses missions sans subir d'ingérence compromettant son indépendance et son objectivité.

L'organe de gestion établit annuellement un rapport d'information rédigé par la cellule d'audit interne qui atteste que la cellule présente toutes les garanties d'indépendance et d'objectivité. Ce rapport est transmis au ministre de tutelle concerné, au ministre du Budget et au Ministre-Président. Le ministre de tutelle le transmet au Gouvernement.

Art. 30. Les missions de la cellule sont les suivantes :

1. surveiller et évaluer l'efficacité de la gestion des risques au sein de l'organisme.
2. évaluer les risques afférents à la gestion de l'organisme et à la manière dont l'information circule en son sein, au regard :

a) de la fiabilité et de l'intégrité des informations financières et opérationnelles ;

b) de l'efficacité des opérations menées par l'organisme ;

c) de la protection des ressources financières de celle-ci ;

d) du respect des lois, décrets et règlements en vigueur ;

e) du respect des missions de service public et du contrat de gestion.

3. évaluer la pertinence et l'efficacité du dispositif de contrôle de la gestion et des modes de circulation de l'information qui s'y rapporte au sein de l'organisme, au regard :

a) de la fiabilité et de l'intégrité des informations financières et opérationnelles ;

b) de l'efficacité des opérations menées par l'organisme ;

c) de la protection des ressources financières de celle-ci ;

d) du respect des lois, décrets et règlements en vigueur ;

e) du respect des missions de services public et du contrat de gestion.

4. déterminer dans quelle mesure des objectifs ont été fixés pour les opérations et projets menés et si ces objectifs coïncident avec l'objet de l'organisme, en ce compris l'exercice des missions de service public et le contrat de gestion.

S'agissant de la RTBF, les missions visées aux 2°, 3° et 4° sont exercées sans préjudice des dispositions légales en matière d'audiovisuel, et en particulier du décret SMA-SPVA.

5. passer en revue les opérations et projets menés par l'organisme afin de déterminer dans quelle mesure les résultats suivent les objectifs fixés.

6. contribuer au processus de gestion de l'organisme, en évaluant et en améliorant le processus par lequel les objectifs sont définis et communiqués et par lequel l'organisme rend compte et respecte ses missions de service public et son contrat de gestion.

7. rendre des avis à la demande motivée du gestionnaire, du comité d'audit ou à la demande d'une majorité simple d'administrateurs de l'organe de gestion.

Art. 31. Les membres du comité d'audit et les experts de la cellule d'audit interne ont les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leurs missions.

Ils peuvent se faire communiquer tout document qu'ils jugent utile pour l'exercice de leurs fonctions.

Ils sont soumis à un devoir de confidentialité quant aux informations dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs missions.

CHAPITRE II. — *Le contrôle externe*

Section 1^{re}. — Les commissaires du Gouvernement

Sous-section 1^{re}. — Les conditions de nomination

Art. 32. § 1^{er}. Le contrôle externe de chaque organisme visé à l'article 1^{er}, 1.1., est assuré, chacun dans son domaine de compétences propres, par :

- a) deux commissaires du Gouvernement ;
- b) deux commissaires aux comptes.

Le Gouvernement peut désigner un commissaire du Gouvernement à titre définitif auprès des entités visées à l'article 1^{er}, 1.2., Le Gouvernement arrête les missions et les modalités du contrôle exercé dans ce cadre.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le contrôle externe des organismes visés à l'article 1^{er}, 1, 1.1, e), g), i), j) et k), est assuré par un commissaire du Gouvernement à titre définitif et un commissaire aux comptes.

§ 2. Le contrôle externe de chaque société de bâtiment scolaire et de chaque société de gestion patrimoniale est assuré par un commissaire du Gouvernement à titre définitif.

§ 3. Dans chaque organisme visé au paragraphe 1^{er} alinéa 1^{er} du présent article, un des deux commissaires du Gouvernement est nommé à titre définitif et exerce sa fonction à temps plein, l'autre est désigné à titre temporaire pour la durée de la législature et exerce son mandat à temps partiel.

§ 4. Un même commissaire du Gouvernement ou un même commissaire aux comptes peut être affecté auprès de plusieurs organismes, entités, sociétés de bâtiments scolaires ou sociétés de gestion patrimoniale.

Art. 33. § 1^{er}. Les commissaires du Gouvernement à titre définitif sont désignés par le Gouvernement, après appel public aux candidatures, introduites auprès du Gouvernement.

Les candidats commissaires du Gouvernement à titre définitif remplissent les conditions générales d'admissibilité suivantes :

- 1° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° satisfaire aux lois sur la milice.

Les candidats commissaires du Gouvernement à titre définitif doivent être titulaires d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ou être lauréats d'un concours d'accession au niveau 1 ou à un niveau équivalent.

Préalablement à la désignation d'un commissaire du Gouvernement à titre définitif, le Gouvernement vérifie que le candidat remplit les conditions de l'alinéa 2 et 3 et qu'il ne se trouve pas dans les hypothèses visées à l'article 34.

§ 2. Les commissaires du Gouvernement à temps partiel sont désignés, sur proposition du ministre de tutelle, en début de législature par le Gouvernement. Ils sont révocables à tout moment.

Préalablement à la désignation d'un commissaire du Gouvernement à temps partiel, le Gouvernement vérifie :

- 1° que le candidat s'engage à offrir une disponibilité suffisante pour exercer son mandat ;
- 2° par la production d'un curriculum vitae, que le candidat dispose des compétences professionnelles, de l'expérience utile, notamment dans les domaines d'activités de l'organisme ;
- 3° que le candidat est domicilié au sein de l'Union européenne.

La désignation et la proposition de désignation ne peuvent intervenir qu'après vérification que le candidat remplit les conditions visées aux points 1° à 3°.

§ 3. Les commissaires du Gouvernement relèvent, dans l'exercice de leurs missions, conjointement du Ministre-Président, du ministre de tutelle concerné et du ministre du Budget.

Sous-section 2. — Incompatibilités et révocation

Art. 34. La fonction de commissaire du Gouvernement est incompatible avec :

1. la qualité de membre d'un Gouvernement ou de secrétaire d'État régional de la Région de Bruxelles-Capitale ;
2. la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire et régionale ;
3. la qualité de gouverneur de province et la qualité de député provincial ;
4. administrateur, agent ou préposé de l'organisme ou des organismes qui en dépendent directement ou indirectement;
5. l'exercice d'un mandat ou d'une fonction au sein d'un organisme exerçant des activités similaires à celle de l'organisme ;
6. la qualité de commissaire aux comptes visé à l'article 50 ;

7. la qualité de conseiller externe ou de consultant régulier de l'organisme concerné ;
8. la qualité de membre de la cellule d'audit interne visé à l'article 28 ;
9. la qualité de gestionnaire d'un organisme sur lequel le commissaire du Gouvernement exerce un contrôle ;
10. la qualité de membre du personnel de l'organisme ou de l'entité visée à l'article 1^{er}, 1.2. et 1.3. ;

11. l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et, par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Art. 35. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 66, § 2, le Gouvernement peut, après audition du Commissaire du Gouvernement à temps partiel, révoquer celui-ci, dans les hypothèses suivantes :

1. s'il a accompli un acte incompatible avec les missions de l'organisme ;
2. s'il a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat ;
3. s'il exerce une activité incompatible visée, à l'article 34, avec l'exercice de son mandat ;
4. s'il est absent sans justification à plus de trois réunions ordinaires et régulièrement convoquées de l'organe de gestion au cours d'une même année ;
5. s'il viole une disposition de la charte du commissaire du Gouvernement visée à l'article 41.

§ 2. Si un commissaire du Gouvernement à temps partiel démissionne, décède, est révoqué ou perd la qualité en fonction de laquelle il a été nommé, il sera remplacé selon la même procédure que celle qui a présidé à sa nomination. Le remplaçant achève le mandat du membre qui a démissionné, est décédé ou a été révoqué.

Sous-section 3. — Les missions

Art. 36. Sans préjudice des missions spécifiques attribuées par une autre loi ou décret, les missions confiées aux commissaires du Gouvernement sont les suivantes :

1. veiller au respect de l'intérêt général, des lois, décrets, ordonnances et arrêtés et à l'exception des dispositions légales en matière d'audiovisuel pour la RTBF ;
2. viser tous les marchés publics des organismes visés à l'article 1^{er}, 1.1., qui font l'objet d'une décision de l'organe de gestion ou de l'organe restreint de gestion ;
3. veiller au respect des missions de service public, sans préjudice du décret SMA-SPV concernant la RTBF et faire rapport spécial au Ministre-Président, au ministre de tutelle et au ministre du Budget sur toute décision ou tout acte des organes de gestion qui risquent d'avoir une incidence sur le bon déroulement de celles-ci ;
4. veiller au respect du contrat de gestion et du plan de développement, sans préjudice du décret SMA-SPV concernant la RTBF, et faire rapport spécial au Ministre-Président, au ministre de tutelle et au ministre du Budget sur toute décision ou tout acte des organes de gestion qui risquent d'avoir une incidence sur le respect de ceux-ci ;
5. faire rapport au Ministre-Président, au ministre de tutelle et au ministre du Budget sur toutes les décisions des organes de gestion qui risquent d'avoir une incidence sur le budget général des dépenses de la Communauté française ou qui risquent de compromettre l'équilibre des finances de l'organisme ;
6. remettre au Ministre-Président, au ministre de tutelle et au ministre du Budget un avis écrit circonstancié lorsque les commissaires aux comptes les informent du fait qu'ils ont constaté des faits graves et concordants susceptibles de compromettre la continuité de l'organisme ;
7. remettre au Ministre-Président, au ministre de tutelle et au ministre du Budget un avis écrit et circonstancié lorsque l'un des administrateurs publics les informent de l'existence d'un conflit d'intérêts entre un administrateur et l'organisme ;
8. faire un rapport général au moins tous les six mois au Ministre-Président, au ministre de tutelle et au ministre du Budget. Les rapports sont co-signés s'il y a deux commissaires du Gouvernement. Ces rapports comportent, s'il échet, les remarques divergentes des commissaires du Gouvernement. Le cas échéant, le Ministre-Président, le ministre de tutelle et le ministre du Budget transmettent au Gouvernement, les rapports reçus des commissaires du Gouvernement ;
9. faire des rapports intermédiaires au Ministre-Président, au ministre de tutelle et au ministre du Budget ;
10. à la demande du Gouvernement, les commissaires du Gouvernement à titre définitif peuvent se voir confier une mission visant à assurer la continuité de la gestion d'un des organismes visés à l'article 1^{er}, 1.1., dans des circonstances exceptionnelles pour une durée maximale de 6 mois, prolongeable une fois, et sans complément de rémunération.

Sous-section 4. — Fonctionnement

Art. 37. Le commissaire du Gouvernement assiste aux réunions de l'organe de gestion de l'organisme au sein duquel il exerce ses missions ainsi qu'aux réunions des comités et organes de cet organisme qui disposent d'un pouvoir décisionnel par délégation de l'organe de gestion.

Art. 38. Les commissaires du Gouvernement ont les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leurs missions.

Ils peuvent se faire communiquer, notamment par l'intermédiaire de tout administrateur public ou du gestionnaire, tout document qu'ils jugent utile pour l'exercice de leurs fonctions. Ils peuvent se rendre sur place pour les obtenir.

Ils exercent leurs missions sur pièces et reçoivent communication de tout document ayant trait aux questions portées à l'ordre du jour des organes de gestion, cinq jours francs avant les réunions de l'organe de gestion sauf urgence motivée par l'organe de gestion et trois jours francs avant les réunions de l'organe restreint de gestion, sauf urgence motivée par l'organe restreint de gestion.

Ils peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de tout point qu'ils jugent utile dans le cadre de leurs missions.

Ils sont soumis à un devoir de confidentialité quant aux informations dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 39. § 1^{er}. Chaque commissaire du Gouvernement peut introduire un recours motivé dans un délai de quatre jours ouvrables auprès du Gouvernement contre toute décision qu'il estime être contraire à l'intérêt général, aux lois, décrets, ordonnances et arrêtés, aux missions de service public ou au contrat de gestion.

Ce recours suspend la décision. Il est notifié, dans le même délai, à l'organe de gestion ou à l'organe restreint de gestion qui a pris la décision querellée.

§ 2. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise pour autant que le commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance.

§ 3. Si dans un délai de vingt jours ouvrables prenant cours le même jour que le délai dont disposent le commissaire du Gouvernement, le Gouvernement n'a pas prononcé l'annulation de la décision, celle-ci devient définitive. Le délai de vingt jours ouvrables peut être prorogé d'un nouveau délai de dix jours ouvrables par décision du Gouvernement.

§ 4. L'annulation de la décision est notifiée par le Gouvernement à l'organe de gestion avec copie au(x) commissaire(s) du Gouvernement.

Sous-section 5. — Rémunération du commissaire du Gouvernement à temps partiel

Art. 40. Lors de la désignation des commissaires, le Gouvernement, sur proposition du ministre de tutelle, détermine les formes, montants et modalités d'attribution de leur rémunération.

Cette détermination se fait en tenant compte du secteur d'activités de l'organisme.

Le commissaire du Gouvernement à temps partiel peut être rémunéré uniquement par des jetons de présence dus en cas de présence effective de celui-ci aux réunions de l'organe qui peuvent faire l'objet d'une rémunération, conformément aux alinéas 5 et 6.

Il peut être accordé au même Commissaire du Gouvernement seulement un jeton de présence par jour, quels que soient la nature et le nombre de réunions auxquelles il a assisté au sein du même organisme, pour sa participation à l'entièreté de la réunion.

La rémunération annuelle d'un Commissaire du Gouvernement ne dépasse pas 4.999,28 d'euros. Le montant est rattaché à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Les frais de parcours résultant de déplacements effectués pour les besoins inhérents à l'exercice du mandat de commissaire du Gouvernement à temps partiel donnent lieu à une intervention dans les formes et conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Les montants perçus indûment par le Commissaire du Gouvernement à temps partiel sont remboursés à l'organisme qui a versé le trop-perçu.

Les règles prévues au présent article s'appliquent à l'ensemble des actes de désignation des Commissaires du Gouvernement à temps partiel, en ce compris les actes adoptés antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente disposition.

Sous-section 6. — La charte du commissaire du Gouvernement à temps partiel

Art. 41. Le Gouvernement conclut avec le commissaire du Gouvernement à temps partiel une charte du commissaire du Gouvernement.

Le Gouvernement détermine le contenu de cette charte.

Celle-ci contient au moins l'engagement du commissaire du Gouvernement :

1° d'assurer que l'intérêt général, la légalité et les objectifs de l'organisme, tels que définis dans le cadre réglementaire et dans le contrat de gestion, soient respectés ;

2° de préserver, en conformité avec les normes en vigueur, les intérêts de l'actionnaire public tant dans les services publics que dans les autres activités de l'organisme ;

3° de développer et de mettre à jour ses compétences professionnelles dans les domaines d'activité de l'organisme ;

4° de rédiger et de transmettre avec la diligence requise tous les rapports et avis écrits aux ministres concernés conformément aux dispositions du présent décret ;

5° de communiquer les informations conformément aux dispositions du présent décret ;

6° de respecter la confidentialité à propos de l'exercice de sa mission, plus particulièrement à propos des informations et indications qu'un ministre viendrait à lui donner ;

7° d'offrir une disponibilité suffisante pour exercer son mandat ;

8° le candidat prouvera par la production d'un extrait de casier judiciaire, tel que visé à l'article 595 du Code d'instruction criminelle ou à défaut, une déclaration sur l'honneur qu'il n'a encouru aucune condamnation pénale incompatible avec l'exercice du mandat d'administrateur public.

Le ministre de tutelle et les commissaires du Gouvernement reçoivent copie des chartes signées par les administrateurs publics et par les observateurs.

Un exemplaire signé de la charte est adressé au Gouvernement.

Section II. — Le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement

Art. 42. Les commissaires du Gouvernement désignés à titre définitif forment le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement. Il relève de l'autorité hiérarchique et administrative du Gouvernement. Le Corps interministériel est présidé à tour de rôle durant deux ans. La première présidence est exercée par le commissaire du Gouvernement le plus âgé et ainsi de suite.

Sous-section 1. — Personnel mis à disposition et moyens de fonctionnement du Corps interministériel

Art. 43. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe le cadre du personnel du Corps interministériel des commissaires du Gouvernement et des moyens de fonctionnement nécessaires et appropriés pour l'exercice de leurs missions collégiales et individuelles.

Le Corps exerce l'autorité hiérarchique et administrative sur les membres de son personnel.

§ 2. Les membres du personnel du Corps interministériel des commissaires du Gouvernement sont soumis au devoir de confidentialité visé à l'article 38, alinéa 5.

§ 3. Les commissaires du Gouvernement à temps partiel peuvent faire appel aux membres du personnel visés au § 1^{er} selon des modalités à déterminer en concertation avec le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement.

Sous-section 2. — Affectation des membres du Corps interministériel

Art. 44. Les commissaires du Gouvernement, membres du Corps interministériel, une fois désignés à titre définitif, sont affectés à un ressort fixé par le Gouvernement pour une période de cinq ans. En début de chaque législature, un mouvement est opéré dans les six mois de l'installation du nouveau Gouvernement.

Il en est de même lorsqu'un nouveau commissaire du Gouvernement est désigné à titre définitif en cours de législature.

Pour chaque ressort il sera désigné, au sein du Corps interministériel des commissaires, un commissaire du Gouvernement effectif et un commissaire du Gouvernement suppléant. Ce dernier sera chargé de suppléer les absences inférieures à trois mois du commissaire du Gouvernement affecté principalement au ressort concerné.

Pour les absences de plus de trois mois, un commissaire du Gouvernement remplaçant sera désigné par le Gouvernement, en dehors du Corps, pour la durée de l'absence du titulaire de la fonction.

Il en va de même lors de la vacance définitive d'un emploi. Dans ce cas, le Gouvernement désigne un commissaire du Gouvernement dans l'attente d'une désignation à titre définitif.

Le commissaire du Gouvernement remplaçant jouit du même statut que les commissaires du Gouvernement à titre définitif.

Sous-section 3. — Statut

Art. 45. Le statut administratif et pécuniaire des commissaires du Gouvernement, membres du Corps interministériel, est fixé par le Gouvernement.

Sous-section 4. — Évaluation

Art. 46. Le travail accompli par les commissaires du Gouvernement à titre définitif est soumis à évaluation par le Gouvernement qui en définit la procédure.

L'évaluation a lieu tous les deux ans, sur base de la description de la fonction, des domaines de performances et des critères fonctionnels déterminés par le Gouvernement.

À défaut d'évaluation dans les délais impartis à l'alinéa précédent, l'évaluation du commissaire du Gouvernement à titre définitif est réputée favorable.

Le commissaire du Gouvernement à titre définitif est définitivement déclaré inapte si une mention défavorable figure deux fois consécutivement sur son rapport d'évaluation.

Sous-section 5. — Cessation définitive de fonctions

Art. 47. Donnent lieu à une cessation définitive de fonctions pour les commissaires du Gouvernement, membres du Corps interministériel :

1. la démission volontaire, à introduire au moins trente jours à l'avance par lettre recommandée ;
2. la démission d'office ;
3. la démission pour cause d'inaptitude physique constatée par le service de santé administratif ;
4. le fait d'avoir atteint l'âge légal de la retraite ou la limite d'âge ;
5. la déclaration d'inaptitude à exercer la fonction, consécutive à l'évaluation ;
6. la révocation par suite de sanction disciplinaire.

Art. 48. Le Gouvernement arrête le régime disciplinaire des commissaires du Gouvernement, membres du Corps interministériel.

Section III. — Le Collège des commissaires du Gouvernement

Art. 49. Tous les commissaires du Gouvernement, à l'initiative et sous la présidence du président du Corps interministériel, se réunissent en Collège, deux fois par an, au moins.

En réunion de Collège, les commissaires du Gouvernement débattent de toute question transversale relative au contrôle qu'ils exercent et peuvent faire toutes suggestions utiles au Gouvernement.

Le Gouvernement, le Ministre-Président, le ministre de tutelle ou le ministre du Budget peuvent saisir le Collège de toute question qu'ils jugent utile.

Les frais de fonctionnement et de secrétariat sont pris en charge par le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement.

Section IV. — Les commissaires aux comptes

Sous-section 1^{re}. — Les conditions de désignation et de révocation

Art. 50. Les commissaires aux comptes sont désignés auprès de chaque organisme par le Gouvernement, pour moitié parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprise et pour moitié parmi les membres de la Cour des comptes.

Art. 51. Les commissaires aux comptes sont révocables à tout moment par le Gouvernement. Ils ne peuvent exercer plus de trois mandats successifs auprès d'un même organisme en ce qui concerne les réviseurs.

Sous-section 2. — Les incompatibilités

Art. 52. La fonction de commissaire aux comptes est incompatible avec :

1. la qualité de membre d'un Gouvernement et de secrétaire d'État régional de la Région de Bruxelles-Capitale ;
2. la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire et régionale ;

3. la qualité de gouverneur de province ainsi que la qualité de député provincial ;
4. la qualité de bourgmestre, échevin ou président de CPAS d'une commune de plus de 30 000 habitants ;
5. la qualité d'administrateur public, observateur, agent ou préposé des organismes soumis au présent décret qui en dépendent directement ou indirectement ;
6. l'exercice d'un mandat ou d'une fonction au sein d'une entreprise exerçant des activités similaires à celle de l'organisme ;
7. la qualité de commissaire ou commissaire-réviseur chargé de contrôle des comptes d'une autre entreprise active dans un secteur similaire ;
8. la qualité de commissaire du Gouvernement visé à l'article 32 ;
9. la qualité de conseiller externe ou de consultant régulier de l'organisme concerné ;
10. la qualité de membre de la cellule d'audit interne visé à l'article 27.

Sous-section 3. — Les missions

Art. 53. Les missions des commissaires aux comptes sont les suivantes :

1. le contrôle dans l'organisme de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la réglementation en vigueur, des décrets instituant les organismes et du contrat de gestion, des opérations à constater dans les comptes annuels ;
2. établir annuellement un rapport écrit et circonstancié conformément aux dispositions du décret du 4 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics de la Communauté française ou, à défaut, à l'article 3:74 du Code des sociétés et des associations. À cet effet, les organes de gestion de l'organisme remettent aux commissaires aux comptes les éléments nécessaires à l'établissement de ce rapport, dans le délai légal prévu aux dispositions du décret du 4 février 2021 précité, ou, à défaut, dans le délai légal prévu au Code des sociétés des associations, sauf si le décret instituant l'organisme prévoit un délai particulier. Ces éléments sont transmis d'office pour information aux commissaires du Gouvernement.

Art. 54. § 1^{er}. Le rapport visé à l'article 53 indique notamment :

1. comment ils ont effectué leurs contrôles et s'ils ont obtenu de l'organe de gestion et des préposés de l'organisme les explications et informations qu'ils ont demandées ;
2. si la comptabilité est tenue et si les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux organismes ;
3. si, à leur avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'organisme, compte tenu des dispositions légales et réglementaires qui les régissent et si les justifications données dans l'annexe sont adéquates ;
4. si l'affectation des bénéfices proposée est conforme aux dispositions légales, décrétales et réglementaires en vigueur ;
5. s'ils n'ont pas eu connaissance d'opérations conclues ou de décisions prises en violation des dispositions légales, décrétales et réglementaires en vigueur.

Toutefois, cette mention peut être omise lorsque la révélation de l'infraction est susceptible de causer à l'organisme un préjudice injustifié, ou parce que l'organe de gestion a pris des mesures appropriées pour corriger la situation d'illégalité ainsi créée.

§ 2. En outre, pour ce qui concerne la RTBF, le rapport des commissaires aux comptes sera complété d'un rapport spécial, établi annuellement, visant :

- 1° à s'assurer du respect de l'article 24 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) ;
- 2° à s'assurer du contrôle du remboursement effectif de toute surcompensation éventuelle, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 3. Dans leur rapport, le ou les commissaires aux comptes indiquent et justifient avec précision et clarté les réserves ou les objections qu'ils estiment devoir formuler. Sinon, ils mentionnent expressément qu'ils n'ont aucune réserve ou objection à formuler.

§ 4. À l'exception de la RTBF, ce rapport est communiqué :

1. aux commissaires du Gouvernement ;
2. aux organes de gestion ;
3. au Ministre-Président, au ministre de tutelle et au ministre du Budget, lesquels le transmettent au Gouvernement ;
4. au Parlement.

Le rapport spécial visé au § 2 du présent article est immédiatement communiqué au bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Le bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel publie le rapport spécial, sous réserve d'une autorisation préalable de l'entreprise quant aux informations confidentielles qu'il contient. Dans l'éventualité où le rapport spécial contiendrait des informations de nature confidentielles, l'entreprise fournit une version non confidentielle du rapport spécial pouvant être publiée sur le site internet du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Sous-section 4. — Fonctionnement

Art. 55. Afin de mener à bien leurs missions :

1. les commissaires aux comptes peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et toutes les écritures de l'organisme. Ils peuvent requérir de l'organe de gestion, des agents et préposés de l'organisme toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires ;
2. les commissaires aux comptes peuvent requérir de l'organe de gestion d'être mis en possession, au siège de l'organisme, d'informations relatives à des sociétés liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation, dans la mesure où ces informations leur paraissent nécessaires pour contrôler la situation financière ;

3. l'organe de gestion remet aux commissaires aux comptes chaque semestre au moins un état comptable établi selon la réglementation comptable applicable à l'organisme ;

4. s'ils constatent, lors de leurs contrôles, des faits graves et concordants susceptibles de compromettre la continuité de l'organisme, ils en informent par écrit et de manière circonstanciée :

- a) les commissaires du Gouvernement ;
- b) les organes de gestion ;
- c) le Ministre-Président, le ministre de tutelle et le ministre du Budget, lesquels en informe le Gouvernement ;
- d) le Parlement ;

5. les commissaires aux comptes peuvent faire appel aux membres de personnel mis à disposition du Corps interministériel des commissaires du Gouvernement. Dans un tel cas, ils adressent leur demande au président du Corps.

Art. 56. Les commissaires aux comptes sont soumis à un devoir de discrétion quant aux informations dont ils ont connaissance dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

Sous-section 5. — Statut

Art. 57. Le Gouvernement détermine les moyens d'action et les indemnités attribuées aux commissaires aux comptes.

Sous-section 6. — Responsabilités

Art. 58. § 1^{er}. Les commissaires aux comptes sont responsables envers l'organisme des fautes commises par eux dans l'accomplissement de leurs fonctions.

§ 2. Ils répondent, tant envers l'organisme qu'envers les tiers, de tout dommage résultant d'infractions aux dispositions du présent décret ou du décret instituant l'organisme dont ils vérifient les comptes.

§ 3. Ils ne sont déchargés de leur responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que s'ils prouvent qu'ils ont accompli les diligences normales de leurs fonctions et qu'ils ont dénoncé ces infractions, pour autant qu'ils en aient eu connaissance, auprès :

1. des commissaires du Gouvernement ;
2. des organes de gestion ;
3. du Ministre-Président, du ministre de tutelle et du ministre du Budget ;
4. du Parlement.

CHAPITRE III. — *Coordination des contrôles administratif et budgétaire.*

Art. 59. Le Collège des commissaires du Gouvernement invite à l'initiative de son président tous les commissaires aux comptes, au moins deux fois par an, les membres de la cellule d'audit interne de tous les organismes et un représentant de la Cour des comptes qu'elle désigne, afin de coordonner les différentes formes de contrôle.

Peuvent être associés à ces réunions, les présidents des comités d'audit des organismes.

Art. 60. Le Gouvernement peut solliciter le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement afin que soit soumise à ces réunions de coordination toute question qu'il juge utile.

Inversement, le Corps interministériel peut relayer auprès du Gouvernement toute suggestion ou avis, exprimé au cours de ces réunions de coordination qui porte sur le contrôle administratif et budgétaire exercé.

Art. 61. Le Corps interministériel assure la présidence, le secrétariat, les tâches d'expertise et supporte les frais de fonctionnement de ces réunions de coordination.

TITRE VII. — *Registre des organismes et procédure de contrôle*

Art. 62. L'organe de contrôle visé par l'accord de coopération du (XXX) entre la Communauté française et la Région wallonne contrôle le respect des dispositions prévues par le présent titre et par les dispositions de cet accord de coopération lui attribuant un pouvoir de contrôle.

L'accord de coopération visé à l'alinéa précédent détermine également les modalités de gestion du registre des organismes, les conditions et modalités du dépôt et du traitement de la déclaration annuelle des mandats, les modalités de traitement du cadastre des mandats, les moyens mis à disposition de l'organe de contrôle et les modalités de fonctionnement de celui-ci en lien avec l'exercice des missions qui lui sont confiées.

Art. 63. § 1^{er}. Le Gouvernement établit un registre des organismes reprenant l'ensemble des mandats publics des mandataires et des fonctions des gestionnaires et des commissaires du gouvernement à temps partiel y désignés.

Le registre visé à l'alinéa 1^{er} :

- 1° est joint au registre tenu par l'organe visé à l'article 62 ;
- 2° est établi sur la base des données transmises par un informateur institutionnel, sous sa responsabilité, au Gouvernement ;
- 3° est géré par le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les données à transmettre, les modalités de transmission et de publication des informations collectées.

L'informateur institutionnel est le gestionnaire ou son délégué. Le cas échéant, le gestionnaire notifie au Corps interministériel des commissaires du Gouvernement la désignation de son délégué.

§ 2. L'informateur institutionnel transmet, sous sa responsabilité, au plus tard dans les quinze jours suivant l'installation des administrateurs membres des organes de gestion de l'organisme ou dans les trente jours sur demande du Corps interministériel des commissaires du Gouvernement :

- 1° la liste des organes internes de l'organisme ainsi que l'identité des mandataires y désignés et des gestionnaires en ce compris leur numéro de registre national ;
- 2° la liste de l'ensemble des filiales, qui sont détenues par l'organisme ou par une filiale de celui-ci, ainsi que l'identité des mandataires y désignés et des gestionnaires en ce compris leur numéro de registre national.

L'informateur institutionnel transmet, sous sa responsabilité, les informations visées à l'alinéa 1^{er} en flux continu, de sorte à en informer le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement à l'occasion de toute modification.

§ 3. L'informateur institutionnel établit une liste des administrateurs publics et des gestionnaires assujettis à l'obligation de déclaration prévue par le présent décret et les informe de leurs obligations, au plus tard pour le 30 avril de chaque année. Le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement ou l'organe de contrôle peut, sans aucune condition, solliciter les preuves du respect de la présente disposition.

§ 4. En cas de non-respect des dispositions du paragraphe 2, le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement adresse un courrier à l'informateur institutionnel lui rappelant ses obligations, lequel est assorti d'une injonction de transmission des informations requises dans les trente jours suivants la notification dudit courrier.

En l'absence de réponse dans le délai, l'informateur institutionnel est passible d'une amende pouvant aller de cent à mille euros.

§ 5. Pour les entités visées à l'article 1^{er}, 1.3., le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement transmet chaque année à l'organe de contrôle, le 30 avril au plus tard, la liste actualisée des entités concernées par le présent décret. Le Corps interministériel des commissaires du Gouvernement informe ces entités qu'elles sont concernées par le présent décret pour le 30 septembre de chaque année.

TITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires, modificatives, transitoires et finales*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions abrogatoires et modificatives*

Art. 64. Le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, tel que modifié, est abrogé, à l'exception de l'article 1^{er} qui, en ce qu'il est visé par l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique, sera abrogé à la date d'entrée en vigueur de l'accord de coopération du X entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'exercice par la Direction du contrôle des mandats du Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale de missions au bénéfice de la Communauté française.

Art. 65. Les articles 13 et 14 du décret du 14 décembre 2016 portant sur la création d'un Institut de promotion des formations sur l'islam sont abrogés.

Art. 66. L'article 58 du décret du 4 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics de la Communauté française est abrogé à l'égard des organismes visés à l'article 1^{er}, excepté pour ceux visés à l'article 1^{er}, 1.1, b) à e).

Art. 67. Dans l'article 38, alinéa 6, 4., du décret du 11 juillet 2002 relatif à l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue, les mots « pour la désignation du président et du vice-président, pour la fixation du montant de la rémunération des président, vice-président et du gestionnaire et des jetons de présence des administrateurs publics, » sont insérés entre les mots « pour l'adoption dudit règlement, » et les mots « pour l'arrêt des comptes annuels ».

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 68. Les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française pris en exécution du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française sont réputés adoptés en vertu du présent Décret et restent en vigueur aussi longtemps qu'ils n'ont pas été abrogés ou modifiés par le Gouvernement.

Art. 69. L'article 14 du présent décret relatif au règlement organique de l'organe de gestion s'applique aux règlements des conseils d'administration adoptés sous l'empire de l'article 14 du décret abrogé du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française.

Art. 70. Les membres du comité d'audit visés à l'article 24 du présent décret sont désignés ou confirmés par l'organe de gestion et parmi ses membres dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 71. Les contrats de gestion visés à l'article 17 du présent décret et conclus sous l'empire du décret abrogé du 9 janvier 2003, relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, sont prorogés de plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur des nouveaux contrats de gestion.

Art. 72. § 1^{er}. Les contrats et avenants conclus entre l'organisme et le gestionnaire, en ce compris les actes adoptés et les contrats conclus antérieurement ou postérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret, sont adaptés si nécessaire au regard de l'article 11 dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux gestionnaires en fonction à la RTBF au moment de l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Concernant la définition de la rémunération reprise à l'article 11 du présent décret, par dérogation, les primes relatives aux plans de pension complémentaire sont plafonnées individuellement au pourcentage de rémunération tel qu'il était fixé dans les contrats en cours au 1^{er} janvier 2020.

§ 3. Les organismes adaptent leurs pratiques de rémunération afin que, au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret, seuls les président et vice-président de l'organe de gestion bénéficient, le cas échéant, d'une rémunération et que les autres administrateurs publics et les observateurs ne bénéficient, le cas échéant, que de jetons de présence et de remboursements de frais liés à leur mandat d'administrateur. Ils adoptent, au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret, une procédure permettant d'adapter la rémunération des président et vice-président de l'organe de gestion à leur présence aux réunions de l'organe de gestion et, le cas échéant, des organes restreints de gestion.

Au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret, les organismes communiquent au Gouvernement les décisions prises en exécution de l'alinéa qui précède. Les commissaires du Gouvernement en sont informés.

Art. 73. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

L'article 10, § 1^{er} alinéa 3, 2^o, alinéa 2, dernière phrase, entrera en vigueur au premier renouvellement des organes de gestion intervenant après le 1^{er} janvier 2024.

L'article 11, § 1^{er}, et l'article 40 entrent en vigueur lors de la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

L'article 33, § 1^{er}, alinéa 3, ne s'applique pas aux commissaires en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 74. Le présent décret fait l'objet d'une évaluation 18 mois après son entrée en vigueur, sur la base d'une période d'application de 12 mois incluant le contrôle effectif des mandats par l'organe compétent. Cette évaluation est réalisée par les Services du Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 octobre 2023.

Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports
et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

F. BERTIEAUX

Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

(1) Session 2023-2024

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 585-1. – Amendement(s) en commission, n° 585-2 – Rapport de commission, n° 585-3 – Texte adopté en commission, n° 585-4 – Amendement(s) en séance, n° 585-5 – Texte adopté en séance plénière, n° 585-6

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 4 octobre 2023.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/46944]

5 OKTOBER 2023. — Decreet betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en wij, de Regering, bekrachtigen hetgeen volgt,

TITEL I. — *Definities, toepassingsgebied*

Artikel 1. In de zin van dit decreet verstaat men onder:

1. "Instelling":

1.1. De hieronder vermelde rechtspersonen die onder de Franse Gemeenschap vallen:

a) de Radio-Télévision belge de la Communauté française (hierna afgekort tot RTBF) bedoeld in het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française";

b) het Office de la Naissance et de l'Enfance (hierna afgekort tot ONE) bedoeld in het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van het Office de la Naissance et de l'Enfance;

c) het Fonds Ecuireuil bedoeld in het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het Fonds Ecuireuil van de Franse Gemeenschap;

d) het Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (hierna afgekort tot IFPC) bedoeld in het decreet van 11 juli 2002 betreffende het Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC);

e) de Conseil Supérieur de l'Audiotvisuel (hierna afgekort tot CSA) bedoeld in het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, hierna het "decreet AMD-VPD" genoemd;

f) het Centre Hospitalier Universitaire de Liège (hierna afgekort tot CHU de Liège) bedoeld in koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de rijksuniversitaire ziekenhuizen van Luik en Gent;

g) het Office Francophone de Formation en Alternance (hierna afgekort tot OFFA) bedoeld in het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

h) de Ecole d'Administration Publique (hierna afgekort tot EAP) bedoeld in de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een Openbare Bestuurschool die gemeenschappelijk is voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

i) het Consortium de validation des compétences bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 21 maart 2019 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van competenties;

j) het Institut de promotion des formations sur l'islam (hierna afgekort tot IPFI) bedoeld in het decreet van 14 december 2016 tot oprichting van een Institut de promotion des formations sur l'islam;

k) de vereniging zonder winstoogmerk waaraan de bepaling van het sociaal beleid en het beheer van alle of een deel van de activiteiten van de sociale dienst werden toevertrouwd, overeenkomstig artikel 4 van het besluit van 20 juli 2006 houdende oprichting van de sociale dienst van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Conseil supérieur de l'Audiovisuel, van Wallonie Bruxelles Enseignement en van de instellingen van openbaar nut ressorterend onder het Comité van Sector XVII (hierna de sociale dienst genoemd);

1.2. elke entiteit waarin de Franse Gemeenschap of één van de rechtspersonen bedoeld in 1.1, rechtstreeks of onrechtstreeks een gekwalificeerde deelneming bezit zoals gedefinieerd in punt 14 van artikel 1 van dit decreet;

1.3. elke entiteit waarvan de activiteiten hoofdzakelijk worden gefinancierd door de Franse Gemeenschap, op voorwaarde dat deze financiering op jaarbasis gemiddeld gelijk is aan of hoger is dan 500.000,00 EUR. Om dit bedrag te bepalen, worden alle sommen die in de voorgaande drie boekjaren aan de entiteit zijn toegekend, bij elkaar opgeteld en vervolgens in drieën gedeeld om de gemiddelde jaarlijkse financiering te bepalen.

Het voorgaande lid is niet van toepassing op onderwijsinstellingen, psycho-medisch-sociale centra, internaten, instellingen voor hoger onderwijs en hun respectieve Inrichtende macht.

Elke activiteit waarvoor een subsidie of een andere uitkering wordt ontvangen, zoals bedoeld in artikel 57 van het decreet van 20 december 2011 houdende de organisatie van de begroting en van de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, die deze activiteit financiert of ondersteunt, wordt beschouwd als een door de Franse Gemeenschap gefinancierde activiteit in de zin van het eerste lid.

Op 1 januari van elk jaar wordt het in lid 1 bedoelde bedrag vermenigvuldigd met het indexcijfer van de consumptieprijzen (basis 2004) en gedeeld door 121,66 (indexcijfer van de consumptieprijzen in december 2012, basis 2004).

2. "Maatschappijen voor schoolgebouwen": de maatschappijen bedoeld in het decreet van 5 juli 1993 houdende oprichting van zes publiekrechtelijke maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs.

3. "Maatschappijen voor vermogensbeheer": de maatschappijen bedoeld in artikel 10 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

4. "Overheidsbestuurder": elke persoon of zijn plaatsvervanger die:

- een natuurlijke persoon is;

- in het orgaan zetelt dat verantwoordelijk is voor het beheer van een instelling;

- is aangewezen door of op voordracht van de Regering of het Parlement, overeenkomstig dit decreet, het decreet of het besluit houdende oprichting van de genoemde instelling, haar statuten of de rechten van de Regering in het aandeelhouderschap, of is aangewezen in het bestuursorgaan van een instelling op initiatief van de Franse Gemeenschap, door een instelling die ervan afhangt, een provincie of een gemeente.

Onafhankelijke bestuurders die in het orgaan zetelen dat verantwoordelijk is voor het bestuur van een instelling, worden voor de toepassing van dit decreet als overheidsbestuurders beschouwd.

5. "Beheerder": elke natuurlijke persoon die geen overheidsbestuurder of waarnemer is, en die verantwoordelijk is voor het dagelijkse bestuur van de instelling, of die optreedt binnen het orgaan dat verantwoordelijk is voor het dagelijkse bestuur van de genoemde instelling. Wanneer het dagelijkse bestuur wordt toevertrouwd aan een collegiaal orgaan overeenkomstig het decreet of het besluit houdende oprichting van de instelling, worden alle leden van het collegiaal orgaan "beheerder" genoemd.

In afwijking van lid 1 kunnen de leden van het bureau van de CSA overheidsbestuurders zijn en verantwoordelijk zijn voor het dagelijkse bestuur van de instelling. Alleen de voorzitter wordt beheerder genoemd.

6. "Bestuursorgaan": de raad van bestuur van de instelling of, bij gebreke daarvan, elk ander orgaan, ongeacht de naam ervan, dat alle bevoegdheden heeft die nodig zijn om de opdracht of het maatschappelijk doel van de instelling te realiseren.

7. "Beperkt bestuursorgaan": een orgaan waaraan het bestuursorgaan van de instelling onder zijn verantwoordelijkheid een deel van zijn bevoegdheden heeft gedelegeerd. Het beperkte bestuursorgaan vloeit voort uit het bestuursorgaan en bestaat uitsluitend uit overheidsbestuurders die intern worden aangewezen. Binnen eenzelfde instelling kunnen meerdere beperkte bestuursorganen worden opgericht;

Het beperkte bestuursorgaan bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter en maximaal vijftienving procent van de leden van het bestuursorgaan, met inbegrip van de voorzitter en de ondervoorzitter, met een minimum van vier leden. De beheerder neemt als genodigde deel aan het beperkte bestuursorgaan.

8. "Waarnemer": een natuurlijke persoon die krachtens artikel 4, § 1, lid 2 wordt aangewezen om met raadgevende stem in een bestuursorgaan te zetelen van een instelling die is gebonden aan dit decreet en die, met uitzondering van de specifieke regels die op hem betrekking hebben en zijn vastgesteld in dit decreet, dezelfde rechten en plichten heeft als de overheidsbestuurders, met inbegrip van de deontologische en ethische regels.

9. "Naamsgebonden en individuele gegevens": gegevens in het bezoldigingsverslag met betrekking tot een betrokkene van wie de voor- en achternaam worden doorgegeven aan de Regering en het Parlement.

10. "Afgeleid mandaat": het mandaat of ambt dat wordt uitgeoefend door de overheidsbestuurder, de beheerder of het personeelslid van een instelling, en aan die persoon werd toevertrouwd door of op voordracht van de instelling waarvan hij afkomstig is.

11. "Beveiligde elektronische weg": elk beveiligd communicatiemiddel dat zorgt voor de elektronische toezending van gegevens die van het controleorgaan afkomstig zijn of die aan het bedoelde orgaan in het kader van zijn bevoegdheden worden gericht, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten met inachtneming van de wettelijke, decretale of reglementaire eisen.

12. "Entiteit": elke privaat- of publiekrechtelijke structuur met rechtspersoonlijkheid die geen in punt 1.1 bedoelde publiekrechtelijke rechtspersoon is, en die voldoet aan de criteria van punt 1.2 of 1.3.

13. "Deelneming": het houderschap van aandeelhoudersrechten in andere entiteiten waarbij het doel van dit houderschap, door het tot stand brengen van een duurzame en specifieke band met deze entiteiten, erin bestaat om de instelling die deze aandeelhoudersrechten bezit, in staat te stellen invloed uit te oefenen op de koers van het bestuur van deze maatschappijen.

14. "Gekwalificeerde deelneming": het houderschap binnen een entiteit van meer dan 50% van de stemrechten die zijn verbonden aan alle aandelen of rechten van de vennoten van de entiteit in kwestie.

15. "Democratische politieke fractie": elke politieke fractie die de democratische beginselen naleeft die inzonderheid zijn vermeld in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide.

16. "Het Parlement": het Parlement van de Franse Gemeenschap.

17. "De Regering": de Regering van de Franse Gemeenschap.

18. "De toezichthoudende minister": de minister onder wie de instelling, de maatschappijen voor schoolgebouwen of de maatschappijen voor vermogensbeheer in voorkomend geval ressorteren.

19. "De minister van Begroting": de minister tot wiens bevoegdheid de begroting van de Franse Gemeenschap behoort.

20. "Onafhankelijke bestuurder": de overheidsbestuurder die voldoet aan de volgende criteria:

- geen beheerder zijn of geen ambt van afgevaardigde voor het dagelijkse bestuur binnen de instelling of een entiteit uitoefenen, en een dergelijk ambt gedurende een periode van drie jaar voorafgaand aan de benoeming niet hebben uitgeoefend, tenzij hij uit hoofde van zijn nieuwe ambten lid van rechtswege is;

- gedurende een periode van drie jaar voorafgaand aan zijn aanstelling geen deel hebben uitgemaakt van het leidinggevend personeel overeenkomstig de definitie van artikel 19, 2° van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, van de instelling of van een entiteit, tenzij hij uit hoofde van zijn nieuwe ambten lid van rechtswege is;

- gedurende zijn mandaat of gedurende een periode van drie jaar voorafgaand aan zijn aanstelling geen significant bezoldiging of ander significant voordeel van vermogensrechtelijke aard van de instelling of de entiteit ontvangen of hebben ontvangen, met uitzondering van eventueel ontvangen bezoldigingen als overheidsbestuurder;

- een persoon zijn met bewezen competenties in de sector waarin de instelling actief is.

21. "Titularis van een directieambt": niet-beheerders die een leidinggevend ambt bekleden met als kenmerk de uitoefening van een deel van het gezag, een verantwoordelijkheidsgraad en een bezoldigingsregeling die uiting is van de plaats die ze in het organogram bekleden, en die hun ambt uitoefenen op grond van een statutaire of contractuele regeling.

22. "Mandataris": elke persoon die door de Franse Gemeenschap is aangewezen als overheidsbestuurder, waarnemer of onafhankelijke bestuurder, zoals respectievelijk is gedefinieerd in punten 4, 8 en 20.

23. "Interministerieel college van commissarissen van de Regering": de commissarissen van de Regering die vast zijn benoemd, zoals bepaald in artikel 42 van dit decreet.

24. "Controleorgaan": het controleorgaan bedoeld in artikel 62 van dit decreet.

25. "Gebruiker": elke natuurlijke of rechtspersoon die gebruik maakt van de diensten die worden aangeboden door de in dit decreet bedoelde instellingen.

Art. 2. Dit decreet is van toepassing:

1. op alle mandatarissen en alle beheerders van de instellingen;
2. op alle leden van de interne audit-cel bij de instellingen;
3. op alle commissarissen van de Regering bij de instellingen;
4. op alle commissarissen van de Regering bij de maatschappijen voor schoolgebouwen en maatschappijen voor vermogensbeheer;
5. op alle commissarissen voor de rekeningen bij de instellingen en de maatschappijen voor vermogensbeheer.

Het volgende geldt echter:

1. artikelen 3 tot 8 en 16 tot 19 zijn niet van toepassing op de RTBF en het ONE, met uitzondering van artikel 4, § 4, lid 2 en § 5, lid 2 van dit decreet;

2. artikel 14, lid 2 en artikelen 20 en 21 zijn niet van toepassing op de RTBF;

3. artikel 4 is niet van toepassing op het Fonds Ecureuil;

4. artikelen 3 tot 8, 16 tot 19 en 22 tot 31 zijn niet van toepassing op het IFPC;

5. artikelen 36 tot 39 zijn niet van toepassing op de commissarissen van de Regering bij de maatschappijen voor schoolgebouwen en maatschappijen voor vermogensbeheer;

6. artikelen 3, 4, §§ 1, 3 en 5 en artikelen 5 tot 8, 12, 13, 14, 15, § 1 tot 5, 16 tot 31 en 33 tot 61 zijn niet van toepassing op de in artikel 1, 1.2 bedoelde entiteiten;

7. artikelen 3, 4, §§ 1, 3 en 5 en artikelen 5 tot 8, 12, 13, 14, 15, § 1 tot 4, 16 tot 61 zijn niet van toepassing op de in artikel 1, 1.3 bedoelde entiteiten;

8. artikelen 3, 4, §§ 1, 3 en 5 en artikelen 5 tot 8, 12 tot 14, 21 tot 31 en 33 tot 61 zijn niet van toepassing op het IPFI;

9. artikelen 3 tot 31 en 33 tot 67 zijn niet van toepassing op het OFFA;

10. artikelen 3 tot 8, 12 tot 14, 16 tot 31 en 33 tot 61 zijn niet van toepassing op de CSA;

11. artikelen 3 tot 8, 12 tot 31 en 33 tot 61 zijn niet van toepassing op de EAP;

12. artikelen 3 tot 8, 12 tot 14, 16 tot 31 en 33 tot 61 zijn niet van toepassing op de CHU;

13. artikelen 3 tot 9, 12 tot 14, 16 tot 31, 33 tot 49 en 51 tot 61 zijn niet van toepassing op de sociale dienst;

14. artikelen 3, 4, §§ 1, 3 en 4 en artikelen 5 tot 8, 12 tot 31 en 33 tot 61 zijn niet van toepassing op het Consortium de validation des compétences.

TITEL II. — Mandataris en beheerder

HOOFDSTUK I. — Samenstelling van de bestuursorganen

Art. 3. De instellingen worden bestuurd door een bestuursorgaan.

Indien het bestuursorgaan van de instelling een deel van zijn bevoegdheden delegeert aan een of meer beperkte bestuursorganen, moet in de beraadslaging over de delegaties worden vermeld welke bestuurshandelingen worden gedelegeerd en voor welke duur, die niet langer mag zijn dan drie jaar en kan worden verlengd.

Er wordt gestemd met een gewone meerderheid en dit wordt bekendgemaakt aan de overheidsbestuurders en commissarissen van de Regering. Deze delegaties worden bekendgemaakt aan derden.

Deze publicatie vervalt na elke volledige vernieuwing van het bestuursorgaan.

Het organiek reglement van het bestuursorgaan kan voorzien in bijzondere meerderheden.

Art. 4. § 1. Naast de eventuele waarnemers bestaat het bestuursorgaan uit maximaal 13 overheidsbestuurders die door de Regering worden aangewezen voor de duur van de legislatuur, door een evenredige vertegenwoordiging toe te passen van de democratische politieke fracties die in het Parlement zijn erkend, overeenkomstig artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek.

Indien een van deze politieke fracties overeenkomstig de bepalingen in lid 1 geen overheidsbestuurder in het bestuursorgaan van een instelling heeft, wordt ze voor de duur van de legislatuur vertegenwoordigd door een waarnemer die door de Regering op voordracht van deze politieke fractie wordt aangewezen.

De Regering mag maximaal twee onafhankelijke overheidsbestuurders aanwijzen uit de 13 overheidsbestuurders. De onafhankelijke bestuurders worden aangewezen voor de duur van de legislatuur.

De overheidsbestuurders en waarnemers behouden hun mandaat tot ze in de volgende legislatuur effectief worden vervangen.

§ 2. Alvorens een mandataris aan te wijzen, controleert de Regering:

1° of de kandidaat zich ertoe verbindt voldoende beschikbaar te zijn om zijn mandaat uit te oefenen;

2° aan de hand van een curriculum vitae of de kandidaat over de beroepscompetenties en relevante ervaring beschikt, met name op de werkerreinen van de instelling;

3° of de kandidaat woonachtig is binnen de Europese Unie.

De aanstelling en de voordracht tot aanstelling kunnen slechts plaatsvinden nadat is gecontroleerd of de kandidaat aan de in lid 1, 1° tot 3° bedoelde voorwaarden voldoet.

§ 3. De Regering wijst uit de leden van het bestuursorgaan de leden aan die in de beperkte bestuursorganen zetelen. Ze worden benoemd door een evenredige vertegenwoordiging toe te passen van de democratische politieke fracties die in het Parlement van de Franse Gemeenschap zijn erkend, overeenkomstig artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek. De voorzitter en de ondervoorzitter zetelen ambtshalve in de beperkte bestuursorganen. De beheerder woont met raadgevende stem vergaderingen van het bestuursorgaan en van de beperkte bestuursorganen bij.

§ 4. Onverminderd andere bestaande onverenigbaarheden is de hoedanigheid van mandataris en beheerder onverenigbaar met:

a) de hoedanigheid van lid van een Regering of Gewestelijke Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

b) de hoedanigheid van lid van een Europese, federale, communautaire en gewestelijke wetgevende vergadering;

c) de hoedanigheid van Europees commissaris;

d) de hoedanigheid van provinciegouverneur, arrondissementscommissaris of provinciaal gedeputeerde;

e) de hoedanigheid van personeelslid van de instelling of haar dochterondernemingen, met uitzondering van de persoon (personen) die verantwoordelijk is (zijn) voor het dagelijkse bestuur;

f) het lidmaatschap van een instelling die de democratische beginselen niet naleeft die inzonderheid zijn vermeld in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide;

g) de uitoefening van een ambt dat tot een persoonlijk of functioneel belangenconflict kan leiden, uit hoofde van de uitoefening van het ambt of belangen in een maatschappij of organisatie die zich bezighoudt met een activiteit die rechtstreeks concurreert met die van de betrokken instelling;

h) de hoedanigheid van extern raadgever of regelmatige adviesgever van de betrokken instelling.

i) de hoedanigheid van lid van een ministerieel kabinet van de Franse Gemeenschap.

Een beheerder van wie de ambtstermijn minder dan drie jaar geleden eindigde, mag geen mandataris binnen diezelfde instelling zijn.

§ 5. De hoedanigheid van waarnemer is voorbehouden aan personen die zijn aangewezen in het in § 1, lid 2 bedoelde geval.

De beperkte bestuursorganen kunnen waarnemers uitnodigen op hun vergaderingen.

Art. 5. De mandatarissen worden gekozen uit personen die aantoonbaar over de juiste diploma's of competenties, integriteit en kennis van openbaar bestuur beschikken.

Art. 6. § 1. Onverminderd artikel 66, § 2 kunnen de mandatarissen op elk moment door de Regering uit hun ambt worden ontzet, na advies of op voorstel van het bestuursorgaan en na de betrokkene te hebben gehoord, die:

1. een handeling heeft verricht die onverenigbaar is met de opdrachten van de instelling;

2. een fout heeft begaan of zich schuldig heeft gemaakt aan grove nalatigheid in de uitoefening van zijn mandaat;

3. een activiteit uitoefent die onverenigbaar is met de uitoefening van zijn mandaat, zoals bedoeld in artikel 4, § 4;

4. binnen eenzelfde jaar meer dan vijftiwintig procent van de regelmatig bijeengeroepen gewone vergaderingen van het bestuursorgaan zonder geldige reden afwezig is;

5. een bepaling van het in artikel 9 bedoelde handvest van de overheidsbestuurder schendt.

§ 2. Als een mandataris ontslag neemt, overlijdt, uit zijn ambt wordt ontzet of de hoedanigheid verliest op basis waarvan hij is benoemd, wordt hij vervangen volgens dezelfde procedure als de procedure die ten grondslag lag aan zijn benoeming. De vervanger maakt het mandaat af van het lid dat ontslag heeft genomen, is overleden of uit zijn ambt is ontzet.

HOOFDSTUK II. — *Vorming*

Art. 7. In het jaar na hun aanstelling organiseert de instelling voor overheidsbestuurders en waarnemers een cyclus voor permanente vorming over de ontwikkeling van het statuut en het ambt van overheidsbestuurder in het licht van de wetgevings-, sociale, regelgevings- en bestuursontwikkelingen ter zake.

Art. 8. Het bestuursorgaan van elke instelling keurt jaarlijks een informatierapport goed over de vormen die worden gevolgd door de overheidsbestuurders en waarnemers, en stuurt het naar de voogdijminister en naar de minister van Begroting.

HOOFDSTUK III. — *Handvest van de overheidsbestuurder*

Art. 9. § 1. Elke overheidsbestuurder en elke waarnemer verbindt zich ertoe het handvest van de overheidsbestuurder na te leven, dat hij bij zijn aanstelling ondertekent.

Zijn aanstelling gaat pas in op de datum waarop hij het handvest ondertekent.

Het handvest van de overheidsbestuurder, waarin de verbintenissen van elke overheidsbestuurder en elke waarnemer bij de uitoefening van hun mandaat zijn vastgelegd, is het voorwerp van een besluit van de Regering.

Het handvest van de overheidsbestuurder moet minstens de volgende verbintenissen bevatten:

1. naleving van de wet, de beheersovereenkomst en meer in het algemeen de uitvoering van de opdrachten van openbare dienst van de instelling;

2. toezicht op de naleving van de belangen van de instelling;

3. toezicht op de efficiënte werking van het bestuursorgaan en van de beperkte bestuursorganen;

4. bescherming van de belangen van de Franse Gemeenschap;

5. nakoming van de verplichting om de Regering van tevoren en achteraf te informeren bij crisismomenten of strategische beslissingen, ongeacht of deze beslissingen al dan niet verband houden met de opdrachten van openbare dienst;

6. de uitzonderlijke verplichting voor de voorzitter om zich bij strategische beslissingen of crisismomenten aan een bijzonder en gemotiveerd mandaat van de Regering te houden;

7. het onder alle omstandigheden laten primeren van de belangen van de instelling en van de Franse Gemeenschap boven de directe of indirecte persoonlijke belangen van de overheidsbestuurder;

8. de juiste ontwikkeling van de beroepscompetenties in de uitoefening van zijn opdracht;

9. door een uittreksel uit het strafregister voor te leggen, zoals bedoeld in artikel 595 van het Wetboek van strafvordering, of bij gebreke daarvan een verklaring op eer, moet de kandidaat bewijzen dat hij geen strafrechtelijke veroordeling heeft opgelopen die onverenigbaar is met de uitoefening van het mandaat van overheidsbestuurder;

10. naleving van de deontologische regels, in het bijzonder met betrekking tot belangenconflicten, het gebruik van voorkennis, loyaliteit, discretie en goed beheer van overheidsmiddelen.

De toezichthoudende minister en de commissarissen van de Regering ontvangen kopieën van de handvesten die door de overheidsbestuurders en waarnemers zijn ondertekend.

§ 2. In afwijking van § 1, lid 4 zijn punten 5 en 6 niet van toepassing op de overheidsbestuurders die zijn aangeduid bij de CSA.

HOOFDSTUK IV. — *Bezoldiging en zitpenningen voor de overheidsbestuurders, de waarnemers en de beheerder, en Bezoldigingscomité*

Afdeling I. — Bezoldiging en zitpenningen voor de overheidsbestuurders, de waarnemers en de beheerder

Art. 10. § 1. De Regering bepaalt de vormen, de maximumbedragen en de toewijzingsmodaliteiten van de bezoldiging en de zitpenningen van de overheidsbestuurders en waarnemers met inachtneming van de plafonds bedoeld in lid 3, 3°.

Voor instellingen die zijn onderworpen aan het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, stelt het bestuursorgaan bij de aanstelling van de bestuurders, in overleg met de aandeelhouders en op voorstel van het bezoldigingscomité, de vormen, bedragen en toewijzingsmodaliteiten van hun bezoldiging en zitpenningen voor aan de algemene vergadering, met inachtneming van de plafonds bedoeld in lid 3, 3° en het besluit van de Regering bedoeld in lid 1.

Het bestuursorgaan bepaalt, in voorkomend geval op voorstel van het bezoldigingscomité, de bezoldiging en de waarde van de zitpenningen, rekening houdend met de sector waarin de instelling actief is, het verantwoordelijkheidsniveau en met inachtneming van de volgende regels:

1° de overheidsbestuurder kan een zitpenning ontvangen voor elke vergadering die hij effectief bijwoont.

2° alleen een overheidsbestuurder die een ambt van voorzitter bekleedt, kan voor de uitoefening van zijn ambt binnen het bestuursorgaan, in de plaats van de zitpenningen bedoeld in 1°, een vaste bezoldiging en voordelen in natura ontvangen, met inachtneming van de plafonds bedoeld in 3°.

De overheidsbestuurder die het ambt van ondervoorzitter bekleedt, kan ook een bezoldiging en voordelen in natura ontvangen in de plaats van zitpenningen, op voorwaarde dat hij lid is van het beperkte bestuursorgaan. Het bestuursorgaan van een instelling bedoeld in artikel 1.1 en 1.2 kan slechts één ondervoorzitter hebben;

In afwijking van het voorgaande lid kunnen de leden van het bureau van de CSA die geen ambt van ondervoorzitter bekleden, een bezoldiging ontvangen met inachtneming van hetzelfde plafond als het plafond dat van toepassing is op de ondervoorzitter.

3° de jaarlijkse brutobezoldiging van een overheidsbestuurder die een ambt van voorzitter of ondervoorzitter bekleedt, of het jaarlijkse bedrag van de zitpenningen van een bestuurder die de genoemde ambten niet bekleedt, is niet hoger dan:

- a) 19.997,14 euro voor de voorzitter van het bestuursorgaan;
- b) 14.997,87 euro voor de ondervoorzitter van het bestuursorgaan, op voorwaarde dat hij lid is van het beperkte bestuursorgaan;
- c) 4.999,28 euro voor een overheidsbestuurder.

Deze bedragen zijn exclusief:

- a) de bedragen die worden ontvangen als vergoeding voor onkosten die namens de instelling zijn gemaakt;
- b) voordelen van alle aard die voortvloeien uit het privégebruik van werkmiddelen, zoals mobiele telefoons en laptops; deze werkmiddelen worden na afloop van het mandaat door de begunstigde teruggegeven;
- c) de premies voor de verzekering tegen burgerlijke aansprakelijkheid en de rechtsbijstandsverzekering, en de premies met het oog op de dekking van de kosten die worden gemaakt als gevolg van de gezondheidstoestand van de overheidsbestuurder, en die ten laste zijn van de instelling.

Elk ander voordeel in natura dat automatisch is verbonden aan de uitoefening van het mandaat, is verboden.

4° de reiskosten die voortvloeien uit verplaatsingen die worden gemaakt voor de behoeften die inherent zijn aan de uitoefening van het mandaat van overheidsbestuurder of waarnemer, geven aanleiding tot een tegemoetkoming in de vormen en onder de voorwaarden die zijn bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

5° een waarnemer kan een zitpenning ontvangen voor zijn effectieve deelname aan een vergadering onder dezelfde voorwaarden als de overheidsbestuurders.

6° alleen de vergaderingen van de bestuursorganen, het beperkte bestuursorgaan indien dit werd opgericht, het auditcomité en het bezoldigingscomité kunnen aanleiding geven tot een zitpenning, met een maximum van één zitpenning per vergadering die de overheidsbestuurder effectief bijwoont, of aanleiding geven tot de toekenning van een bezoldiging en voordelen in natura.

7° aan dezelfde overheidsbestuurder kan slechts één zitpenning per dag worden toegekend, ongeacht de aard en het aantal van de vergaderingen die hij binnen dezelfde instelling heeft bijgewoond.

8° het totale bedrag dat een niet-verkozene ontvangt voor de uitoefening van al zijn openbare mandaten, is gelijk aan of lager dan 50% van het bedrag van de parlementaire vergoeding die de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers ontvangen.

Het totale bedrag dat een verkozene ontvangt voor de uitoefening van al zijn openbare mandaten, is gelijk aan of lager dan 150% van het bedrag van de parlementaire vergoeding die de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers ontvangen.

De bedragen bedoeld in lid 3, 3° zijn gekoppeld aan de spilindex 138.01 van 1 januari 1990.

Met betrekking tot lid 3, 8° wordt het mandaat van beheerder dat voltijds of in hoofdberoep wordt uitgeoefend in het kader van een directe of indirecte arbeidsrelatie, in loondienst, als zelfstandige of statutair, niet in aanmerking genomen voor de berekening van het plafond.

Onverminderd het indexeringsmechanisme mag de bezoldiging, inclusief voordelen in natura, van een bestuurder niet hoger zijn dan de bezoldiging van een overheidsbestuurder die op 31 december 2019 in dienst was bij de betrokken instelling, en hetzelfde ambt uitoefende.

9° tijdens hun mandaat voorziet het bestuursorgaan elke overheidsbestuurder en elke waarnemer van de instrumenten die ze nodig hebben om hun opdracht uit te voeren.

§ 2. De bezoldiging van de voorzitter en de ondervoorzitter bedoeld in paragraaf 1, lid 3, 2° wordt berekend voor het bijwonen van alle vergaderingen van de bestuursorganen die de voornoemde ambten moeten bijwonen. Wanneer is vastgesteld dat een vergadering niet werd bijgewoond, wordt het bedrag van de bezoldiging dienovereenkomstig verlaagd.

Als de voorzitter en de ondervoorzitter de vergadering niet effectief hebben bijgewoond, worden ze als afwezig beschouwd. Volledige of gedeeltelijke afwezigheid op een vergadering van een bestuursorgaan wegens ziekte, zwangerschapsverlof, vaderschapsverlof, adoptieverlof of overmacht wordt niet als afwezigheid beschouwd indien dit naar behoren wordt gemotiveerd.

De bezoldiging wordt maandelijks na vervallen termijn betaald tegen een tarief van 1/12e.

Het bestuursorgaan van de instelling die de voorzitter en de ondervoorzitter bezoldigt, voegt bij het in artikel 15 bedoelde bezoldigingsverslag een jaarlijkse samenvattende fiche met de betaalde bedragen en de bijbehorende motivering voor elke maand.

Art. 11. § 1. Het bezoldigingsplafond van de beheerder van een instelling bedraagt 245.000,00 euro bruto per jaar.

Het bezoldigingsplafond van 245.000,00 euro bruto per jaar wordt elk jaar op 1 januari geïndexeerd door de volgende formule toe te passen: het bezoldigingsplafond is gelijk aan 245.000,00 euro vermenigvuldigd met het indexcijfer van de consumptieprijzen in december (basis 2004) en gedeeld door 121,66 (indexcijfer van de consumentenprijzen in december 2012, basis 2004).

Als het ambt van beheerder deeltijds wordt uitgeoefend, wordt het bezoldigingsplafond berekend naar rato van de overeengekomen arbeidsregeling.

§ 2. Het maximumbedrag bedoeld in § 1 wordt verkregen door optelling van alle sommen in geld en alle in geld waardeerbare voordelen die de beheerder in ruil voor of in verband met zijn mandaat ontvangt van de werkgever of van direct met hem verbonden rechtspersonen, en omvat minstens:

- 1° het brutomaandsalaris;
- 2° de premies en toeslagen die worden toegekend krachtens de geldende arbeidswet- en -regelgeving of collectieve overeenkomsten die van toepassing zijn op de instelling;
- 3° in voorkomend geval de krachtens een beslissing van de werkgever aan de beheerder toegekende premie, waarvan het jaarlijkse bedrag niet meer mag bedragen dan een vijfde van het in § 1 bedoelde salaris;

4° in voorkomend geval de variabele bezoldigingen die worden toegekend op basis van meetbare doelstellingen van financiële of andere aard die ten minste zes maanden van tevoren worden vastgesteld, en waarvan het totale jaarlijkse bedrag niet meer mag bedragen dan een vijfde van het in § 1 bedoelde salaris;

5° in voorkomend geval de voordelen, met inbegrip van de door de werkgever betaalde bijdragen ten behoeve van de beheerder, die voortvloeien uit een aanvullende pensioenregeling van welke aard ook.

§ 3. Voor de berekening van het in § 1 bedoelde maximumbedrag wordt geen rekening gehouden met:

1° de bedragen die worden ontvangen als vergoeding voor onkosten die namens de instelling zijn gemaakt, als ze zijn vastgesteld met inachtneming van de toepasselijke fiscale bepalingen;

2° de voordelen van alle aard die voortvloeien uit het privégebruik van werkmiddelen, waaronder een mobiele telefoon, een laptop en de eventuele auto die ter beschikking wordt gesteld, als de fiscale regels worden toegepast;

3° de premies voor de verzekering tegen burgerlijke aansprakelijkheid en de rechtsbijstandsverzekering, en de premies met het oog op de dekking van de kosten die worden gemaakt als gevolg van de gezondheidstoestand van de beheerder, en die ten laste zijn van de werkgever;

4° de vergoedingen voor verblijfs- en verplaatsingskosten, op voorwaarde dat ze aanleiding geven tot een vrijstelling in het kader van de berekening van de personenbelasting.

Met betrekking tot de voordelen van alle aard bedoeld in lid 1, 2° worden de werkmiddelen door de beheerder teruggegeven op het einde van de arbeidsrelatie.

§ 4. De instelling mag het volgende niet aan de beheerder toewijzen:

1° een bezoldiging in de vorm van aandelen, aandelenopties of enig ander product van soortgelijke aard;

2° een afscheidspremie ingeval de beheerder vrijwillig of in onderlinge overeenstemming vertrekt, ongeacht de naam of de aard ervan, met inbegrip van giften, onverminderd de eventuele vergoedingen die verschuldigd zijn krachtens een concurrentiebeding;

3° vergoedingen wegens ontslag die niet zijn voorzien in de wetgeving die van toepassing is op de arbeidsrelatie, ingeval de beheerder vertrekt als gevolg van een eenzijdige beëindiging door de instelling, of ingeval de instelling wordt ontbonden, of ingeval de opdracht van de beheerder na afloop van de overeengekomen termijn niet wordt verlengd;

4° een aanvullend pensioenplan dat geen verbintenis van het type vaste bijdragen is, zoals gedefinieerd in artikel 3, 14° van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, ten voordele van alle personeelsleden van de instelling onder strikt identieke voorwaarden.

§ 5. Behalve de beheerder die directieambten uitoefent, mogen geen andere personeelsleden en andere personen een bezoldiging en voordelen ontvangen die het plafond dat van toepassing is op de beheerder overschrijden, met uitzondering van de ziekenhuisartsen en gezondheidszorgbeoefenaars, bedoeld in respectievelijk artikel 8, 4° en artikel 9 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen.

§ 6. De bezoldiging of de zitpenningen die een beheerder of een personeelslid ontvangt voor de uitoefening van een mandaat dat direct is afgeleid van het mandaat dat binnen de instelling wordt aangehouden of uitgeoefend, worden rechtstreeks betaald aan de instelling waarvan de persoon die het afgeleide mandaat uitoefent, afkomstig is.

§ 7. In de overeenkomst van de beheerder kan in voorkomend geval een concurrentiebeding worden opgenomen. Als de beheerder zijn ambten uitoefent in het kader van een arbeidsovereenkomst, kan in voorkomend geval een concurrentiebeding worden toegevoegd vóór het einde van de contractuele relaties of op het moment van beëindiging, met inachtneming van de voorwaarden die zijn vastgelegd in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, met name gezien de activiteit van de betrokken instelling.

Een overeenkomst van concurrentiebeding kan in voorkomend geval na afloop van de contractuele relaties worden gesloten, gezien de activiteit van de betrokken instelling.

In elk geval wordt het concurrentiebeding voorzien voor een periode van maximaal zes maanden. De vergoeding die in dit verband wordt ontvangen, mag niet hoger zijn dan de basisbezoldiging voor de helft van de voorziene periode van concurrentiebeding.

§ 8. Een beheerder die naast zijn ambt van beheerder een beroepsactiviteit wil uitoefenen, moet daarvoor toestemming vragen aan het bestuursorgaan waarin hij zijn ambt uitoefent.

Het bestuursorgaan beslist over deze vraag, rekening houdend met de impact die deze andere functie kan hebben op het ambt van beheerder binnen de instelling.

In afwijking van lid 1 is de toestemming van het bestuursorgaan niet vereist in geval van een beroepsactiviteit of een mandaat van bestuurder, bij besluit van de Regering of het Parlement.

§ 9. Wanneer de op de instelling van toepassing zijnde regelgeving in salarisschalen voorziet, mag het voor de graad van de beheerder vastgestelde salaris niet hoger zijn dan het in § 1 vastgestelde bedrag.

§ 10. Bij de vaststelling van de bezoldiging van de beheerder houdt de instelling rekening met het volgende:

1° zijn verantwoordelijkheidsniveau;

2° zijn anciënniteit;

3° zijn ervaring;

4° zijn werkterrein;

5° de gemiddelde bezoldiging in de betrokken activiteitssector.

Afdeling II. — Bezoldigingscomité

Art. 12. Het bestuursorgaan kan uit zijn leden een Bezoldigingscomité samenstellen. Tenzij het bestuursorgaan dit uitdrukkelijk delegeert, bestaat de opdracht van het Comité erin advies uit te brengen over het bezoldigingsbeleid en de bezoldigingspraktijken binnen de instelling, en aanbevelingen te doen over de individuele bezoldiging en welke voordelen ook die worden toegekend aan de beheerders en de leden van het bestuursorgaan.

Art. 13. Het Bezoldigingscomité wordt samengesteld uit overheidsbestuurders door een evenredige vertegenwoordiging toe te passen van de democratische politieke fracties die in de Franse Gemeenschapsraad zijn erkend, overeenkomstig artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek. De voorzitter van het bestuursorgaan mag geen lid zijn van het Bezoldigingscomité.

Het Bezoldigingscomité vergadert ten minste twee keer per jaar en telkens wanneer het dit nodig acht voor de uitvoering van zijn opdrachten.

De commissarissen van de Regering worden uitgenodigd om de vergaderingen van het Bezoldigingscomité bij te wonen.

Het Bezoldigingscomité brengt regelmatig verslag uit aan het bestuursorgaan of het beperkte bestuursorgaan over de uitvoering van zijn opdrachten.

HOOFDSTUK V. — *Organiek reglement van het bestuursorgaan*

Art. 14. Het bestuursorgaan stelt een organiek reglement vast waarin wordt bepaald op welke wijze het zijn bevoegdheden uitoefent.

Dit reglement wordt eerst ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering, samen met een verslag van de commissarissen van de Regering.

Het moet met name de volgende minimumregels bevatten:

1. de grenzen waarbinnen en de vormen waarin het bestuursorgaan sommige van zijn bevoegdheden delegeert.
2. de verplichting en de procedure om de Regering van tevoren en achteraf te informeren over strategische beslissingen of crisismomenten.
3. de instelling handelt via haar bestuursorganen en de leden van deze organen gaan geen persoonlijke verbintenissen met de verbintenissen van deze organen.
4. de overheidsbestuurders vormen een college, maar in de door hoogdringendheid en het belang van de maatschappij gerechtvaardigde gevallen, en op voorwaarde dat het organiek reglement van het bestuursorgaan dit toelaat, kunnen de overheidsbestuurders de beslissingen van het bestuursorgaan bij eenparige schriftelijke overeenstemming nemen.

Deze procedure mag echter niet worden gebruikt voor de goedkeuring van het genoemde reglement, voor de aanwijzing van de voorzitter en de ondervoorzitter, voor de vaststelling van het bedrag van de bezoldiging van de voorzitter, de ondervoorzitter en de beheerder en van de zitpenningen van de overheidsbestuurders, voor de vaststelling van de jaarrekeningen, voor de aanwending van het kapitaal of voor enig ander geval dat het organiek reglement van het bestuursorgaan beoogt uit te sluiten.

5. een procedure om het bestuursorgaan en de commissarissen van de Regering te informeren in geval van een belangenconflict van een mandataris, evenals de mogelijkheid voor de instelling om de nietigheid te vorderen van besluiten die in strijd met deze bepaling zijn genomen terwijl de andere partij op de hoogte was of had moeten zijn van deze omstandigheid.

6. de mandatarissen zijn persoonlijk en hoofdelijk aansprakelijk wanneer een beslissing die is genomen overeenkomstig de beginselen die zijn vastgesteld in punt 5, hen of een van hen een ongepast financieel voordeel heeft opgeleverd ten nadele van de instelling.

TITEL III. — *Transparantie van de bezoldigingen*

Art. 15. § 1. Uiterlijk op 30 juni bezorgen de instellingen de Regering een jaarverslag over hun activiteiten in het voorgaande jaar. De instellingen maken het verslag bekend, met name door het op hun website te publiceren.

Dit verslag vermeldt met name de maatregelen die de instelling heeft genomen om haar opdrachten van openbare dienst en in voorkomend geval haar beheerovereenkomst te vervullen, evenals haar toekomstperspectieven. De Regering stuurt het door naar het Parlement, binnen de maand nadat ze er akte van heeft genomen.

Dit verslag bevat ook een bezoldigingsverslag, waarvan het model is vastgelegd door de Regering en waarin de in §§ 2 en 3 bedoelde naamsgebonden en individuele gegevens zijn opgenomen.

Het doel van dit bezoldigingsverslag is voor transparantie te zorgen met betrekking tot de toepassing van de regels voor de omkadering van de bezoldigingen bedoeld in artikelen 10 en 11, en er de parlementaire controle van mogelijk te maken.

In afwijking van lid 1 is de datum voor de indiening van het jaarlijkse activiteitenverslag van het ONE vastgesteld in artikel 13 van het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van het Office de la Naissance et de l'Enfance.

Het jaarlijkse activiteitenverslag van de RTBF wordt ook naar de Conseil Supérieur de l'Audiovisuel gestuurd.

§ 2. Het bezoldigingsverslag bedoeld in § 1 bevat de volgende informatie voor mandatarissen en deeltijdse commissarissen van de Regering:

1° de datum van de aanduiding en de duur van het mandaat;

2° het bedrag van de jaarlijkse brutobezoldigingen, vergoedingen en voordelen, evenals de zitpenningen die direct of indirect worden toegekend op basis van hun hoedanigheid van overheidsbestuurder, onafhankelijke bestuurder, voorzitter of ondervoorzitter, waarnemer of deeltijdse commissaris van de Regering, evenals informatie over de mandaten en de bijbehorende bezoldigingen die deze mandatarissen hebben verkregen bij de rechtspersonen waarin de instelling deelnemingen aanhoudt, of waarvoor ze bijdragen levert aan de werking, en waar de mandatarissen op voordracht van de instelling zijn aangeduid;

3° het jaarlijkse aantal vergaderingen van het bestuursorgaan en de beperkte bestuursorganen en de aanwezigheid van de mandatarissen en deeltijdse commissarissen van de Regering op deze vergaderingen;

4° het jaarlijkse aantal bezoldigde vergaderingen of vergaderingen waarvoor zitpenningen zijn betaald.

§ 3. Het bezoldigingsverslag bedoeld in § 1 bevat de volgende informatie voor beheerders en titularissen van een directieambt die geen beheerders zijn:

1° a) het type overeenkomst, de datum waarop de overeenkomst is ondertekend, de datum waarop de persoon in dienst is getreden, en in voorkomend geval de datum waarop het mandaat of het ambt eindigde;

b) de datum van het aanduidingsbesluit dat is opgesteld overeenkomstig het decreet tot oprichting van de betrokken instelling en de reglementaire bepalingen die de uitvoering ervan waarborgen;

2° het bedrag van de jaarlijkse brutobezoldiging, die uit de volgende onderdelen bestaat:

a) het jaarlijkse basissalaris;

b) in voorkomend geval de aanvullende variabele jaarlijkse bezoldiging die is gekoppeld aan meetbare doelstellingen, en de bijbehorende betalingsvoorwaarden;

c) in voorkomend geval het door de instelling betaalde bedrag of andere voordelen die werden verkregen in het kader van een aanvullende pensioenregeling;

d) alle andere bestanddelen van de ontvangen bezoldiging, met uitzondering van de bestanddelen bedoeld in artikel 11, § 3;

3° alle details over de mandaten en de bijbehorende bezoldigingen die deze beheerders of titularissen van een directieambt die geen beheerders zijn hebben verkregen bij de rechtspersonen waarin de instelling deelnemingen aanhoudt, of waarvoor ze bijdragen levert aan de werking, en waar de beheerders of titularissen van een directieambt die geen beheerders zijn op voordracht van de instelling zijn aangeduid, evenals de datum van de aanduiding en de duur van het mandaat, het jaarlijkse aantal vergaderingen van het bestuursorgaan en de beperkte bestuursorganen, en de aanwezigheid van de beheerders.

4° de modaliteiten met betrekking tot de vergoedingen wegens ontslag.

Bij ontslag wordt het bedrag van de ontvangen vergoedingen wegens ontslag ook vermeld in het bezoldigingsverslag bedoeld in § 1.

§ 4. In het jaarlijkse verslag over de activiteiten van de instelling of, bij gebreke daarvan, het jaarverslag wordt ook verslag uitgebracht over de toepassing van de maatregelen ter bevordering van een gelijke aanwezigheid van mannen en vrouwen en over de verdeling volgens geslacht van de verleende mandaten.

§ 5. In het jaarlijkse activiteitenverslag of het jaarlijkse verslag met betrekking tot de subsidie dat krachtens andere wetgeving wordt opgesteld, worden de in §§ 2 en 3 van dit artikel opgenomen gegevens vermeld.

Zodra het is opgesteld, bezorgt de instelling dit verslag aan de Regering. De instelling maakt het verslag bekend, met name door het op haar website te publiceren.

§ 6. De gegevens bedoeld in §§ 2 en 3 worden maximaal 5 jaar bewaard en toegankelijk gemaakt.

TITEL IV. — *Beheersovereenkomst*

HOOFDSTUK I. — *Definitie en inhoud*

Art. 16. § 1. De regels en modaliteiten op basis waarvan een instelling de haar door het decreet toevertrouwde opdrachten van openbare dienst uitvoert, worden vastgelegd in een beheersovereenkomst die wordt gesloten tussen de Franse Gemeenschap en de in artikel 1, 1.1 bedoelde instelling.

§ 2. Onverminderd andere bepalingen die onder specifieke wetgeving voor de instelling vallen, regelt deze beheersovereenkomst het volgende:

1. de taken die de instelling op zich neemt om haar opdrachten van openbare dienst uit te voeren, hierna de "taken van openbare dienst" genoemd;

2. de beginselen die de tarieven regelen voor de prestaties die worden verricht in het kader van de taken van openbare dienst, hierna de "prestaties van openbare dienst" genoemd;

3. de gedragsregels, de verbintenissen en de te bereiken doelstellingen ten aanzien van de gebruikers van de prestaties van openbare dienst en de belanghebbenden in de sector;

4. de vaststelling, de berekening en de betalingsvoorwaarden van eventuele dotaties of subsidies ten laste van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, waarvan de Franse Gemeenschap aanvaardt om ze te bestemmen voor de dekking van de kosten die voor de instelling voortvloeien uit haar taken van openbare dienst;

5. de vaststelling, de berekening en de betalingsvoorwaarden van de eventuele vergoedingen die de instelling aan de Franse Gemeenschap moet betalen, met name met betrekking tot de voordelen die zijn verbonden aan de eventuele exclusieve rechten van de instelling en, in voorkomend geval, de gebruiksrechten die de Gemeenschap aan de instelling heeft toegekend voor goederen;

6. in voorkomend geval doelstellingen met betrekking tot de financiële structuur van de instelling;

7. in voorkomend geval regels voor de verdeling van de nettowinsten;

8. in voorkomend geval de vaststelling van een bedrag voor onroerendgoedtransacties waarvoor de voorafgaande toestemming van de toezichthoudende minister en de minister van Begroting is vereist en, in voorkomend geval, de vaststelling van een termijn bij het verstrijken waarvan de toestemming wordt geacht te zijn verleend;

9. een imprevisieclausule die het mogelijk maakt bepaalde parameters van de beheersovereenkomst te wijzigen als gevolg van onvoorziene omstandigheden of overmacht;

10. de sancties ingeval de instelling haar uit de beheersovereenkomst voortvloeiende verbintenissen of doelstellingen niet nakomt of niet bereikt.

§ 3. De beheersovereenkomst wordt zo opgesteld dat er concrete en meetbare doelstellingen worden vastgesteld voor de resultaten op het gebied van dienstverlening aan het publiek. Daartoe zal de betrokken instelling, alvorens te onderhandelen over een nieuwe beheersovereenkomst, een enquête houden bij de gebruikers en de belanghebbenden in de sector om hun behoeften te kennen, tenzij de Regering een afwijking toestaat indien de aard van de instelling dit rechtvaardigt.

§ 4. Elke uitdrukkelijke ontbindende clausule in de beheersovereenkomst wordt als ongeschreven beschouwd. Artikelen 5.90 tot 5.96 van de wet van 28 april 2022 houdende invoeging van boek 5 "Verbintenissen" van het Burgerlijk Wetboek zijn niet van toepassing op de beheersovereenkomst. De partij jegens wie een verplichting uit de beheersovereenkomst niet wordt nagekomen, kan slechts nakoming van de verplichting vorderen en in voorkomend geval schadevergoeding eisen, onverminderd de toepassing van eventuele bijzondere sancties waarin de beheersovereenkomst voorziet.

§ 5. De eventuele algemene financiële verplichtingen van de Franse Gemeenschap tegenover een instelling zijn beperkt tot de verplichtingen die voortvloeien uit de bepalingen van de beheersovereenkomst die met de instelling is gesloten.

HOOFDSTUK II. — *Afsluiting en goedkeuring, opvolging en evaluatie, beëindiging en verlenging*

Art. 17. Tijdens de onderhandelingen over en de afsluiting van de beheersovereenkomst wordt de Franse Gemeenschap vertegenwoordigd door de toezichthoudende minister.

Tijdens de onderhandelingen over de beheersovereenkomst wordt de instelling ten minste vertegenwoordigd door haar beheerder en haar voorzitter. De beheersovereenkomst moet worden goedgekeurd door het bestuursorgaan met een tweederdemeerderheid van de uitgebrachte stemmen.

De beheersovereenkomst treedt pas in werking nadat ze is goedgekeurd bij besluit van de Regering, en op de in dat besluit vastgestelde datum. De beheersovereenkomst wordt tegelijkertijd naar het Parlement gestuurd.

Art. 18. § 1. Jaarlijks vindt er een vergadering plaats tussen de instelling, de toezichthoudende minister, de minister van Begroting en de minister-president om met name de uitvoering van de beheersovereenkomst te evalueren.

§ 2. De beheersovereenkomst wordt om de twee jaar geëvalueerd op basis van een boordtabel met indicatoren, waarvan de parameters zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst. Deze boordtabel wordt opgesteld door de instelling en in voorkomend geval in onderling overleg aangepast aan veranderingen in de marktomstandigheden en technische ontwikkelingen door objectieve parameters toe te passen, die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst.

Deze door een van de of beide partijen voorgestelde aanpassingen worden overeenkomstig artikel 17 doorgevoerd.

§ 3. De toezichthoudende minister, de minister van Begroting en de minister-president sturen de evaluatie van de beheersovereenkomst samen met hun opmerkingen naar de regering, op hetzelfde moment als het in artikel 15 bedoelde jaarlijkse activiteitenverslag.

§ 4. De Regering kan de instelling vragen om een externe evaluatie van de beheersovereenkomst te laten uitvoeren.

§ 5. De beheersovereenkomst wordt afgesloten voor ten minste drie jaar en maximaal vijf jaar.

De beheersovereenkomst van het IPFI bestrijkt een periode die overeenkomt met de academische jaren.

§ 6. Uiterlijk zes maanden nadat de beheersovereenkomst is verstreken, dient het beperkte bestuursorgaan bij de toezichthoudende minister een ontwerp voor een nieuwe beheersovereenkomst in.

Als er na afloop van een beheersovereenkomst geen nieuwe beheersovereenkomst in werking is getreden, wordt de overeenkomst van rechtswege verlengd tot er een nieuwe beheersovereenkomst in werking treedt. Deze verlenging wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* door de toezichthoudende minister.

Indien een jaar na de in het vorige lid bedoelde verlenging geen nieuwe beheersovereenkomst in werking is getreden, kan de Regering voorlopige regels vaststellen betreffende de in artikel 16, § 2 bedoelde aangelegenheden. Deze voorlopige regels gelden als een nieuwe beheersovereenkomst en zijn van toepassing tot er een nieuwe beheersovereenkomst, die is afgesloten overeenkomstig artikel 17, in werking treedt.

Art. 19. De besluiten tot goedkeuring van een beheersovereenkomst, of van de aanpassing ervan, en de besluiten tot vaststelling van de voorlopige regels worden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

De bepalingen van de beheersovereenkomst of in voorkomend geval de voorlopige regels worden gepubliceerd als bijlage bij het besluit, met uitzondering van de bepalingen die industriële of commerciële geheimen bevatten.

TITEL V. — *Recht van de gebruikers*

Art. 20. Tenzij de Regering een afwijking toestaat, richten de instellingen intern een dienst op voor de behandeling van klachten van gebruikers.

Deze klacht moet worden gemotiveerd door de bevinding dat de instelling haar verplichtingen tegenover gebruikers niet is nagekomen in het kader van de uitvoering van haar opdrachten van openbare dienst.

Het bestuursorgaan van de instelling legt de te volgen procedure voor de behandeling van deze klachten vast in het huishoudelijk reglement van de in lid 1 bedoelde dienst, dat het ter goedkeuring voorlegt aan de toezichthoudende minister.

Art. 21. De in artikel 20 bedoelde dienst kan in het kader van een bij de dienst ingediende klacht zonder verplaatsing kennisnemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en in het algemeen alle documenten en geschriften van de instelling die rechtstreeks verband houden met het onderwerp van de klacht.

De dienst kan de beheerder, de mandatarissen, de deeltijdse commissarissen van de Regering, de ambtenaren en aangestelden van de instelling altijd om uitleg of informatie vragen en alle controles uitvoeren die nodig zijn voor zijn onderzoek. De informatie die op die manier wordt verkregen, wordt door de dienst als vertrouwelijk behandeld wanneer openbaarmaking de instelling in het algemeen zou kunnen schaden.

TITEL VI. — *Administratieve en budgettaire controle*

Art. 22. Elke instelling wordt onderworpen aan een interne en externe administratieve en budgettaire controle.

De interne controle wordt uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk I of overeenkomstig de bepalingen van het samenwerkingsakkoord van 21 juli 2016 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gezamenlijke Auditdienst, met name "Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie".

HOOFDSTUK I. — *Interne controle*

Afdeling 1. — Auditcomité

Art. 23. Het bestuursorgaan van een instelling stelt uit zijn leden een auditcomité samen.

Art. 24. Het auditcomité bestaat uit leden van het bestuursorgaan die geen lid zijn van het beperkte bestuursorgaan, en eventueel een extern lid. De voorzitter van het bestuursorgaan mag geen lid zijn van het auditcomité. Het maximumaantal leden van het auditcomité mag niet meer bedragen dan vijftienvintig procent van het aantal leden van het bestuursorgaan, maar het moeten er minstens vier zijn.

De voorzitter wordt intern aangewezen. Een lid van de auditcel staat in voor het secretariaat.

Ten minste één lid van het auditcomité heeft praktijkervaring of technische kennis van boekhouden of auditing.

De beheerder van de instelling wordt uitgenodigd om de vergaderingen van het auditcomité bij te wonen, met raadgevende stem. De commissarissen van de regering worden uitgenodigd om de vergaderingen bij te wonen.

Art. 25. Om de zes maanden brengt de voorzitter van het auditcomité verslag uit over de uitvoering van de opdrachten van de cel aan de bestuursorganen van de instelling.

Art. 26. § 1. Het bestuursorgaan bepaalt de opdrachten van het auditcomité, die ten minste het volgende omvatten:

1° het verstrekken aan het bestuursorgaan van informatie over de resultaten van de wettelijke controle van de jaarrekeningen en van uitleg over de manier waarop de wettelijke controle van de jaarrekeningen en in voorkomend geval de geconsolideerde jaarrekeningen hebben bijgedragen tot de integriteit van de financiële informatie, en over de rol die het auditcomité in dit proces heeft gespeeld;

2° het opvolgen van het proces voor financiële verslaggeving en het doen van aanbevelingen of voorstellen om de integriteit ervan te waarborgen;

3° het opvolgen van de efficiëntie van de systemen voor interne controle en risicobeheer van de instelling, evenals de opvolging van de interne audit en de efficiëntie ervan;

4° het opvolgen van de wettelijke controle van de jaarrekeningen, met inbegrip van de opvolging van de vragen en aanbevelingen van de commissaris(sen) van de Regering;

5° het evalueren van de manier waarop de doelstellingen zijn vastgesteld voor de ondernomen acties en de uitgevoerde projecten, en of deze doelstellingen overeenkomen met het doel van de instelling, met inbegrip van de uitvoering van de opdrachten van openbare dienst en de beheersovereenkomst;

6° het beoordelen van de door de instelling ondernomen acties en uitgevoerde projecten om te bepalen in hoeverre de resultaten in lijn zijn met de vastgestelde doelstellingen;

7° het bijdragen aan het managementproces van de instelling, door de processen te evalueren en te verbeteren waarmee de doelstellingen worden bepaald, meegedeeld en gerapporteerd, en waarmee de opdrachten van openbare dienst en de beheersovereenkomst worden gerespecteerd;

8° het verlenen van advies op gemotiveerd verzoek van de beheerder of een overheidsbestuurder.

§ 2. Bij de uitvoering van zijn opdrachten vertrouwt het auditcomité op de operationele ondersteuning van een interne audit-cel.

Het auditcomité brengt regelmatig verslag uit aan het bestuursorgaan over de uitvoering van zijn opdrachten, ten minste wanneer dit bestuursorgaan de begroting en de jaarrekeningen opstelt.

Afdeling 2. — Interne audit-cel

Art. 27. In elke instelling wordt een interne audit-cel opgezet, tenzij de Regering een afwijking toestaat. De aanvraag tot afwijking moet door de instelling naar behoren worden gemotiveerd.

Art. 28. De interne audit-cel bestaat uit deskundigen die door het bestuursorgaan van de instelling zijn aangesteld, na advies van de beheerder, en die over kwalificaties of relevante ervaring op het gebied van openbaar bestuur en in de respectieve domeinen van de opdrachten van de betrokken instelling beschikken.

Voor de instellingen waarvan de personeelsleden aan een statuut zijn onderworpen, worden de verbintenissen aangegaan met inachtneming van de algemene beginselen van het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de Rijkspersoneelsleden die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie, evenals op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen.

Art. 29. In het organogram valt de interne audit-cel functioneel onder de voorzitter van het auditcomité en administratief onder de beheerder, zodat ze haar opdrachten kan uitvoeren zonder met inmenging te maken te krijgen die haar onafhankelijkheid en objectiviteit in het gedrang brengt.

Elk jaar maakt het bestuursorgaan een voorlichtingsverslag op dat is opgesteld door de interne audit-cel, en waarin wordt verklaard dat de cel alle garanties van onafhankelijkheid en objectiviteit biedt. Dit verslag wordt naar de betrokken toezichthoudende minister, de minister van Begroting en de minister-president gestuurd. De toezichthoudende minister stuurt het door naar de Regering.

Art. 30. De opdrachten van de cel zijn de volgende:

1. de efficiëntie van het risicobeheer binnen de instelling monitoren en evalueren.
2. de risico's evalueren die zijn verbonden aan het beheer van de instelling en de manier waarop informatie binnen de instelling wordt verspreid, met betrekking tot:

a) de betrouwbaarheid en integriteit van de financiële en operationele informatie;

b) de efficiëntie van de door de instelling ondernomen acties;

c) de bescherming van haar financiële middelen;

d) de naleving van de geldende wetten, decreten en voorschriften;

e) de naleving van de opdrachten van openbare dienst en de beheersovereenkomst.

3. de relevantie en de efficiëntie evalueren van het managementcontrolesysteem en van de wijzen waarop de ermee samenhangende informatie binnen de instelling wordt verspreid, met betrekking tot:

a) de betrouwbaarheid en integriteit van de financiële en operationele informatie;

b) de efficiëntie van de door de instelling ondernomen acties;

c) de bescherming van haar financiële middelen;

d) de naleving van de geldende wetten, decreten en voorschriften;

e) de naleving van de opdrachten van openbare dienst en de beheersovereenkomst.

4. bepalen in welke mate er doelstellingen zijn vastgesteld voor de ondernomen acties en de uitgevoerde projecten, en of deze doelstellingen overeenkomen met het doel van de instelling, met inbegrip van de uitvoering van de opdrachten van openbare dienst en de beheersovereenkomst.

Wat de RTBF betreft, worden de opdrachten bedoeld in 2°, 3° en 4° uitgevoerd onverminderd de wettelijke bepalingen inzake audiovisuele aangelegenheden, en in het bijzonder het decreet AMD-VPD.

5. de door de instelling ondernomen acties en uitgevoerde projecten beoordelen om te bepalen in hoeverre de resultaten in lijn zijn met de vastgelegde doelstellingen.

6. bijdragen aan het managementproces van de instelling door het proces te evalueren en te verbeteren waarmee de doelstellingen worden bepaald en meegedeeld, en waarmee de instelling verslag uitbrengt en haar opdrachten van openbare dienst en haar beheersovereenkomst respecteert.

7. advies verlenen op gemotiveerd verzoek van de beheerder, het auditcomité of op aanvraag van een gewone meerderheid van de bestuurders van het bestuursorgaan.

Art. 31. De leden van het auditcomité en de deskundigen van de interne audit-cel hebben de ruimste bevoegdheden om hun opdrachten uit te voeren.

Ze kunnen elk document opvragen dat ze nuttig achten voor de uitoefening van hun ambten.

Ze hebben een geheimhoudingsplicht ten aanzien van de informatie waarvan ze tijdens de uitvoering van hun opdrachten in kennis worden gesteld.

HOOFDSTUK II. — Externe controle

Afdeling I. — Commissarissen van de Regering

Onderafdeling I. — Voorwaarden voor benoeming

Art. 32. § 1. De externe controle van elke in artikel 1, 1.1. bedoelde instelling wordt, telkens binnen het eigen bevoegdheidsgebied, uitgevoerd door:

- a) twee commissarissen van de Regering;
- b) twee commissarissen voor de rekeningen.

De Regering kan een commissaris van de Regering vast benoemen bij de entiteiten bedoeld in artikel 1, 1.2. De Regering bepaalt de opdrachten en de modaliteiten van de controle die in dit kader wordt uitgevoerd.

In afwijking van lid 1 wordt de externe controle van de in artikel 1, 1, 1.1, e), g), i), j) en k) bedoelde instellingen uitgevoerd door een commissaris van de Regering en een commissaris voor de rekeningen.

§ 2. De externe controle van elke maatschappij voor schoolgebouwen en elke maatschappij voor vermogensbeheer wordt op permanente basis uitgevoerd door een commissaris van de Regering.

§ 3. In elke instelling bedoeld in paragraaf 1, lid 1 van dit artikel wordt een van de twee commissarissen van de Regering vast benoemd en oefent hij zijn ambt voltijds uit, terwijl de andere wordt aangeduid op tijdelijke basis voor de duur van de legislatuur en zijn ambt deeltijds uitoefent.

§ 4. Eenzelfde commissaris van de Regering of eenzelfde commissaris voor de rekeningen kan worden toegewezen aan verschillende instellingen, entiteiten, maatschappijen voor schoolgebouwen of maatschappijen voor vermogensbeheer.

Art. 33. § 1. De vastbenoemde commissarissen van de Regering worden aangeduid door de Regering na een publieke oproep tot kandidaatstelling bij de Regering.

De kandidaten voor een vaste benoeming als commissaris van de Regering moeten aan de volgende algemene toelaatbaarheidsvereisten voldoen:

- 1° zich gedragen in overeenstemming met de eisen van het ambt;
- 2° burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° de dienstplichtwetten naleven.

De kandidaten voor een vaste benoeming als commissaris van de Regering moeten in het bezit zijn van een diploma dat toegang verleent tot niveau 1, of laureaat zijn van een vergelijkend examen dat toegang verleent tot niveau 1 of een gelijkwaardig niveau.

Alvorens een commissaris van de Regering vast te benoemen, controleert de Regering of de kandidaat aan de voorwaarden voldoet van lid 2 en 3, en of hij of zij zich niet in een van de in artikel 34 bedoelde hypothesen bevindt.

§ 2. De deeltijdse commissarissen van de Regering worden in het begin van elke legislatuur aangeduid door de Regering, op voordracht van de toezichthoudende minister. Ze kunnen op elk moment uit hun ambt worden ontzet.

Alvorens een deeltijdse commissaris van de Regering aan te duiden, controleert de Regering:

- 1° of de kandidaat zich ertoe verbindt voldoende beschikbaar te zijn om zijn mandaat uit te oefenen;
- 2° aan de hand van een curriculum vitae of de kandidaat over de beroepscompetenties en relevante ervaring beschikt, met name op de werkterreinen van de instelling;
- 3° of de kandidaat woonachtig is binnen de Europese Unie.

De aanduiding en de voordracht tot aanduiding kunnen slechts plaatsvinden nadat is gecontroleerd of de kandidaat aan de in punten 1° tot 3° bedoelde voorwaarden voldoet.

§ 3. Bij de uitvoering van hun opdrachten ressorteren de commissarissen van de Regering gezamenlijk onder de minister-president, de betrokken toezichthoudende minister en de minister van Begroting.

Onderafdeling 2. — Onverenigbaarheden en afzetting

Art. 34. Het ambt van commissaris van de Regering is onverenigbaar met:

1. de hoedanigheid van lid van een Regering of Gewestelijke Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
2. de hoedanigheid van lid van een Europese, federale, communautaire en gewestelijke wetgevende vergadering;
3. de hoedanigheid van provinciegouverneur en de hoedanigheid van provinciaal gedeputeerde;
4. bestuurder, ambtenaar of aangestelde van de instelling of van de instellingen die er direct of indirect van afhangen;
5. de uitoefening van een mandaat of een ambt in een instelling die activiteiten verricht die vergelijkbaar zijn met die van de instelling;
6. de hoedanigheid van commissaris voor de rekeningen bedoeld in artikel 50;
7. de hoedanigheid van extern raadgever of regelmatige adviesgever van de betrokken instelling;
8. de hoedanigheid van lid van de interne audit-cel bedoeld in artikel 28;

9. de hoedanigheid van beheerder van een instelling waarover de commissaris van de Regering controle uitoefent;

10. de hoedanigheid van personeelslid van de instelling of de entiteit bedoeld in artikel 1, 1.2 en 1.3. ;

11. het lidmaatschap van een instelling die de democratische beginselen niet naleeft die inzonderheid zijn vermeld in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide.

Art. 35. § 1. Onverminderd artikel 66, § 2 kan de Regering de deeltijdse commissaris van de Regering, na hem te hebben gehoord, in de volgende gevallen uit zijn ambt ontzetten:

1. als hij een handeling heeft verricht die onverenigbaar is met de opdrachten van de instelling;

2. als hij een fout heeft begaan of zich schuldig heeft gemaakt aan grove nalatigheid in de uitoefening van zijn mandaat;

3. als hij een activiteit uitoefent die onverenigbaar is met de uitoefening van zijn mandaat, zoals bedoeld in artikel 34;

4. als hij binnen eenzelfde jaar meer dan drie regelmatig bijeengeroepen gewone vergaderingen van het bestuursorgaan zonder geldige reden afwezig is;

5. als hij een bepaling van het in artikel 41 bedoelde handvest van de commissaris van de Regering schendt.

§ 2. Als een deeltijdse commissaris van de Regering ontslag neemt, overlijdt, uit zijn ambt wordt ontzet of de hoedanigheid verliest op basis waarvan hij is benoemd, wordt hij vervangen volgens dezelfde procedure als de procedure die ten grondslag lag aan zijn benoeming. De vervanger maakt het mandaat af van het lid dat ontslag heeft genomen, is overleden of uit zijn ambt is ontzet.

Onderafdeling 3. — Opdrachten

Art. 36. Onverminderd de specifieke opdrachten die door een andere wet of een ander decreet worden toegewezen, zijn de aan de commissarissen van de Regering toevertrouwde opdrachten de volgende:

1. toezien op de behartiging van het algemeen belang en op de naleving van de wetten, de decreten, de ordonnanties en de besluiten, met uitzondering van de wettelijke bepalingen inzake audiovisuele aangelegenheden voor de RTBF;

2. alle overheidsopdrachten van de in artikel 1, 1.1. bedoelde instellingen van een visum voorzien, waarvoor door het bestuursorgaan of het beperkte bestuursorgaan een beslissing is genomen;

3. toezien op de naleving van de opdrachten van openbare dienst, onverminderd het decreet AMD-VPD met betrekking tot de RTBF, en speciaal verslag uitbrengen aan de minister-president, de toezichthoudende minister en de minister van Begroting over elke beslissing of handeling van de bestuursorganen die gevolgen kan hebben voor de goede uitvoering ervan;

4. toezien op de naleving van de beheersovereenkomst en het ontwikkelingsplan, onverminderd het decreet AMD-VPD met betrekking tot de RTBF, en speciaal verslag uitbrengen aan de minister-president, de toezichthoudende minister en de minister van Begroting over elke beslissing of handeling van de bestuursorganen die gevolgen kan hebben voor de eerbiediging ervan;

5. verslag uitbrengen aan de minister-president, de toezichthoudende minister en de minister van Begroting over alle beslissingen van de bestuursorganen die gevolgen kunnen hebben voor de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, of die het evenwicht van de financiën van de instelling dreigen te verstoren;

6. een gedetailleerd schriftelijk advies bezorgen aan de minister-president, de toezichthoudende minister en de minister van Begroting wanneer de commissarissen voor de rekeningen hen ervan in kennis stellen dat ze ernstige en overeenstemmende feiten hebben vastgesteld die de continuïteit van de instelling in het gedrang kunnen brengen;

7. een schriftelijk en gedetailleerd advies bezorgen aan de minister-president, de toezichthoudende minister en de minister van Begroting wanneer een van de overheidsbestuurders hen in kennis stelt van het bestaan van een belangenconflict tussen een bestuurder en de instelling;

8. ten minste om de zes maanden een algemeen verslag opstellen voor de minister-president, de toezichthoudende minister en de minister van Begroting. De verslagen worden medeondertekend als er twee commissarissen van de Regering zijn. Deze verslagen bevatten in voorkomend geval de tegengestelde opmerkingen van de commissarissen van de Regering. In voorkomend geval geven de minister-president, de toezichthoudende minister en de minister van Begroting de verslagen door aan de Regering die ze van de commissarissen van de Regering hebben ontvangen;

9. tussentijdse verslagen opstellen voor de minister-president, de toezichthoudende minister en de minister van Begroting;

10. op vraag van de Regering kunnen de vastbenoemde commissarissen van de Regering in uitzonderlijke omstandigheden worden belast met een opdracht om de continuïteit van het bestuur van een van de in artikel 1, 1.1. bedoelde instellingen te waarborgen, voor een periode van maximaal zes maanden, die één keer kan worden verlengd, en zonder aanvullende bezoldiging.

Onderafdeling 4. — Werking

Art. 37. De commissaris van de Regering woont de vergaderingen bij van het bestuursorgaan van de instelling waarbinnen hij zijn opdrachten uitvoert, evenals de vergaderingen van de comités en organen van deze instelling die beslissingsbevoegdheid hebben bij volmacht van het bestuursorgaan.

Art. 38. De commissarissen van de Regering hebben de ruimste bevoegdheden om hun opdrachten uit te voeren.

Met name via de overheidsbestuurders of de beheerder kunnen ze elk document opvragen dat ze nuttig achten voor de uitoefening van hun ambten. Ze kunnen ze ter plaatse ophalen.

Ze voeren hun opdrachten uit op basis van stukken en ontvangen alle documenten met betrekking tot de agendapunten van de bestuursorganen vijf volle dagen vóór de vergaderingen van het bestuursorgaan, behoudens hoogdringendheid die door het bestuursorgaan wordt gemotiveerd, en drie volle dagen vóór de vergaderingen van het beperkte bestuursorgaan, behoudens hoogdringendheid die door het beperkte bestuursorgaan wordt gemotiveerd.

Ze kunnen vragen om punten op de agenda te plaatsen die ze nuttig achten voor de uitvoering van hun opdrachten.

Ze hebben een geheimhoudingsplicht ten aanzien van de informatie waarvan ze tijdens de uitoefening van hun ambten in kennis worden gesteld.

Art. 39. § 1. Elke commissaris van de Regering kan binnen de vier werkdagen bij de Regering een gemotiveerd beroep indienen tegen elke beslissing die hij strijdig acht met het algemeen belang, wetten, decreten, ordonnances en besluiten, opdrachten van openbare dienst of de beheersovereenkomst.

Dit beroep schorst de beslissing. Binnen dezelfde termijn wordt het bestuursorgaan of het beperkte bestuursorgaan dat de bestreden beslissing heeft genomen, in kennis gesteld van het beroep.

§ 2. Deze termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarop het besluit is genomen, op voorwaarde dat de commissaris van de Regering naar behoren was uitgenodigd om de vergadering bij te wonen, en anders vanaf de dag waarop hij van het besluit in kennis is gesteld.

§ 3. Als de Regering de beslissing niet vernietigt binnen een termijn van twintig werkdagen die begint te lopen op dezelfde dag als de termijn waarover de commissaris van de Regering beschikt, wordt de beslissing definitief. De termijn van twintig werkdagen kan bij besluit van de Regering met nog eens tien werkdagen worden verlengd.

§ 4. De Regering stelt het bestuursorgaan in kennis van de vernietiging van de beslissing, met een kopie aan de commissaris(sen) van de Regering.

Onderafdeling 5. — Bezoldiging van de deeltijdse commissaris van de Regering

Art. 40. Bij de aanduiding van de commissarissen stelt de Regering, op voorstel van de toezichthoudende minister, de vormen, bedragen en toewijzingsmodaliteiten van hun bezoldiging vast.

Hierbij wordt rekening gehouden met de sector waarin de instelling actief is.

De deeltijdse commissaris van de Regering kan uitsluitend worden bezoldigd door middel van zitpenningen die zijn verschuldigd als hij daadwerkelijk aanwezig is op de vergaderingen van het orgaan die het voorwerp kunnen zijn van een bezoldiging, overeenkomstig leden 5 en 6.

Aan dezelfde Commissaris van de Regering kan slechts één zitpenning per dag worden toegekend, ongeacht de aard en het aantal vergaderingen die hij binnen dezelfde instelling heeft bijgewoond, voor zijn aanwezigheid gedurende de volledige vergadering.

De jaarlijkse bezoldiging van een Commissaris van de Regering mag niet meer bedragen dan 4.999,28 euro. Het bedrag is gekoppeld aan spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

De reiskosten die voortvloeien uit verplaatsingen die worden gemaakt voor de behoeften die inherent zijn aan de uitoefening van het mandaat van deeltijdse commissaris van de Regering, geven aanleiding tot een tegemoetkoming in de vormen en onder de voorwaarden die zijn bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

De bedragen die de deeltijdse commissaris van de Regering ten onrechte heeft ontvangen, worden terugbetaald aan de instelling die het te veel betaalde bedrag heeft betaald.

De in dit artikel vastgelegde regels zijn van toepassing op alle akten tot aanduiding van de deeltijdse commissarissen van de Regering, met inbegrip van de akten die vóór de inwerkingtreding van deze bepaling zijn goedgekeurd.

Onderafdeling 6. — Handvest van de deeltijdse commissaris van de Regering

Art. 41. De Regering sluit samen met de deeltijdse commissaris van de Regering een handvest van de commissaris van de Regering af.

De Regering bepaalt de inhoud van dit handvest.

Het bevat ten minste de verbintenis van de commissaris van de Regering:

1° om ervoor te zorgen dat het algemeen belang, de wettigheid en de doelstellingen van de instelling, die zijn gedefinieerd in het regelgevend kader en in de beheersovereenkomst, worden gerespecteerd;

2° om de belangen van de publieke aandeelhouder te waarborgen, overeenkomstig de geldende normen, zowel in de overheidsdiensten als in de andere activiteiten van de instelling;

3° om zijn beroepscompetenties op de werkterreinen van de instelling te ontwikkelen en op peil te houden;

4° om met de nodige zorgvuldigheid alle verslagen en schriftelijke adviezen op te stellen en door te geven aan de betrokken ministers, overeenkomstig de bepalingen van dit decreet;

5° om informatie te verstrekken overeenkomstig de bepalingen van dit decreet;

6° om vertrouwelijkheid in acht te nemen met betrekking tot de uitvoering van zijn opdracht, en in het bijzonder met betrekking tot informatie en inlichtingen die hem door een minister zijn verstrekt;

7° om voldoende beschikbaar te zijn om zijn mandaat uit te oefenen;

8° door een uittreksel uit het strafregister voor te leggen, zoals bedoeld in artikel 595 van het Wetboek van strafvordering, of bij gebreke daarvan een verklaring op eer, moet de kandidaat bewijzen dat hij geen strafrechtelijke veroordeling heeft opgelopen die onverenigbaar is met de uitoefening van het mandaat van overheidsbestuurder.

De toezichthoudende minister en de commissarissen van de Regering ontvangen kopieën van de handvesten die door de overheidsbestuurders en waarnemers zijn ondertekend.

Een ondertekend exemplaar van het handvest wordt naar de Regering gestuurd.

Afdeling II. — Interministerieel college van commissarissen van de Regering

Art. 42. De vastbenoemde commissarissen van de Regering vormen het Interministerieel college van commissarissen van de Regering. Het valt onder het hiërarchische en administratieve gezag van de Regering. Het Interministerieel college wordt beurtelings voor twee jaar voorgezeten. Het eerste voorzitterschap wordt waargenomen door de oudste commissaris van de Regering, enzovoort.

Onderafdeling 1. — Ter beschikking gesteld personeel en werkingsmiddelen van het Interministerieel college

Art. 43. § 1. De Regering bepaalt het kader voor het personeel van het Interministerieel college van commissarissen van de Regering en de werkingsmiddelen die nodig en aangewezen zijn voor de uitvoering van hun gezamenlijke en individuele opdrachten.

Het college oefent hiërarchisch en administratief gezag uit over zijn personeelsleden.

§ 2. Voor de personeelsleden van het Interministerieel college van commissarissen van de Regering geldt een geheimhoudingsplicht, bedoeld in artikel 38, lid 5.

§ 3. De deeltijdse commissarissen van de Regering kunnen een beroep doen op de in § 1 bedoelde personeelsleden volgens in overleg met het Interministerieel college van commissarissen van de Regering vast te stellen modaliteiten.

Onderafdeling 2. — Affectatie van de leden van het Interministerieel college

Art. 44. De commissarissen van de Regering die lid zijn van het Interministerieel college, worden na hun vaste benoeming voor een periode van vijf jaar toegewezen aan een ambtsgebied dat door de Regering wordt vastgelegd. In het begin van elke legislatuur vindt een beweging plaats binnen de zes maanden na de installatie van de nieuwe Regering.

Hetzelfde geldt wanneer een nieuwe commissaris van de Regering vast wordt benoemd tijdens de legislatuur.

Binnen het Interministerieel college van commissarissen zullen voor elk ambtsgebied een werkende commissaris van de Regering en een plaatsvervangende commissaris van de Regering worden aangeduid. Die laatste zal als vervanger moeten optreden wanneer de in eerste instantie aan het ambtsgebied toegewezen commissaris van de Regering minder dan drie maanden afwezig is.

Bij afwezigheid van meer dan drie maanden wijst de Regering buiten het college een plaatsvervangende commissaris van de Regering aan voor de duur van de afwezigheid van de titularis van het ambt.

Hetzelfde geldt ingeval een betrekking definitief vrijkomt. In dat geval wijst de Regering een commissaris van de Regering aan, in afwachting van een vaste benoeming.

De plaatsvervangende commissaris van de Regering heeft hetzelfde statuut als een vastbenoemde commissaris van de Regering.

Onderafdeling 3. — Statuut

Art. 45. Het administratief en geldelijk statuut van de commissarissen van de Regering die lid zijn van het Interministerieel college, wordt bepaald door de Regering.

Onderafdeling 4. — Evaluatie

Art. 46. Het werk dat door de vastbenoemde commissarissen van de Regering wordt uitgevoerd, wordt geëvalueerd door de Regering, die er de procedure voor vastlegt.

De evaluatie vindt om de twee jaar plaats en is gebaseerd op de ambtsbeschrijving, de bekwaamheidsgebieden en de functionele criteria die door de Regering zijn vastgelegd.

Bij gebrek aan een evaluatie binnen de in het vorige lid vastgelegde toegestane termijn wordt ervan uitgegaan dat de evaluatie van de vastbenoemde commissaris van de Regering positief is.

De vastbenoemde commissaris van de Regering wordt definitief ongeschikt verklaard als er in zijn evaluatieverslag twee opeenvolgende keren melding wordt gemaakt van een negatieve evaluatie.

Onderafdeling 5. — Definitieve ambtsneerlegging

Art. 47. Het volgende geeft aanleiding tot een definitieve ambtsneerlegging voor commissarissen van de Regering die lid zijn van het Interministerieel college:

1. vrijwillig ontslag, dat ten minste dertig dagen van tevoren per aangetekende brief moet worden ingediend;
2. ontslag van ambtswege;
3. ontslag wegens fysieke ongeschiktheid die werd vastgesteld door de administratieve gezondheidsdienst;
4. het bereiken van de wettelijke pensioenleeftijd of de leeftijdsgrens;
5. een verklaring van onbekwaamheid om het ambt uit te oefenen, naar aanleiding van de evaluatie;
6. afzetting als gevolg van een tuchtsanctie.

Art. 48. De Regering beslist over de tuchtregeling voor de commissarissen van de Regering die lid zijn van het Interministerieel college.

Afdeling III. — College van commissarissen van de Regering

Art. 49. Alle commissarissen van de Regering komen op initiatief en onder het voorzitterschap van de voorzitter van het Interministerieel college ten minste twee keer per jaar bijeen als College.

Tijdens de vergaderingen van het College bespreken de commissarissen van de Regering transversale kwesties met betrekking tot de controle die ze uitoefenen, en kunnen ze nuttige voorstellen doen aan de Regering.

De Regering, de minister-president, de toezichthoudende minister of de minister van Begroting kunnen elke kwestie die ze nuttig achten aan het College voorleggen.

De werkings- en secretariaatskosten zijn ten laste van het Interministerieel college van commissarissen van de Regering.

Afdeling IV. — Commissarissen voor de rekeningen

Onderafdeling 1. — Voorwaarden voor aanstelling en afzetting

Art. 50. De Regering wijst de commissarissen voor de rekeningen voor elke instelling aan, de helft uit de leden van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren en de andere helft uit de leden van het Rekenhof.

Art. 51. De commissarissen voor de rekeningen kunnen op elk moment door de Regering uit hun ambt worden ontzet. Ze mogen niet meer dan drie opeenvolgende mandaten uitoefenen bij eenzelfde instelling, wat de bedrijfsrevisoren betreft.

Onderafdeling 2. — Onverenigbaarheden

Art. 52. Het ambt van commissaris voor de rekeningen is onverenigbaar met:

1. de hoedanigheid van lid van een Regering en Gewestelijke Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2. de hoedanigheid van lid van een Europese, federale, communautaire en gewestelijke wetgevende vergadering;
3. de hoedanigheid van provinciegouverneur en de hoedanigheid van provinciaal gedeputeerde;
4. de hoedanigheid van burgemeester, schepen of voorzitter van het OCMW van een gemeente met meer dan 30.000 inwoners;
5. de hoedanigheid van overheidsbestuurder, waarnemer, ambtenaar of aangestelde van de instellingen waarop dit decreet betrekking heeft, en die er direct of indirect van afhangen;
6. de uitoefening van een mandaat of een ambt in een bedrijf dat activiteiten verricht die vergelijkbaar zijn met die van de instelling;
7. de hoedanigheid van commissaris of commissaris-bedrijfsrevisor die verantwoordelijk is voor de controle van de rekeningen van een ander bedrijf dat actief is in een soortgelijke sector;
8. de hoedanigheid van commissaris van de Regering bedoeld in artikel 32;
9. de hoedanigheid van extern raadgever of regelmatige adviesgever van de betrokken instelling;
10. de hoedanigheid van lid van de interne audit-cel bedoeld in artikel 27.

Onderafdeling 3. — Opdrachten

Art. 53. De opdrachten van de commissarissen voor de rekeningen zijn de volgende:

1. de controle in de instelling van de financiële situatie, de jaarrekeningen en de regelmatigheid, ten aanzien van de geldende regelgeving, de decreten tot oprichting van de instellingen en de beheersovereenkomst, van de in de jaarrekeningen vast te stellen verrichtingen;
2. jaarlijks een schriftelijk en gedetailleerd verslag opstellen overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 4 februari 2021 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de openbare bestuursinstellingen van de Franse Gemeenschap of, bij ontstentenis daarvan, artikel 3:74 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Hiertoe bezorgen de bestuursorganen van de instelling aan de commissarissen voor de rekeningen de elementen die nodig zijn om dit verslag op te stellen, binnen de wettelijke termijn bepaald in het voornoemde decreet van 4 februari 2021 of, bij ontstentenis daarvan, binnen de wettelijke termijn bepaald in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, tenzij het decreet tot oprichting van de instelling in een specifieke termijn voorziet. Deze elementen worden ambtshalve ter informatie naar de commissarissen van de Regering gestuurd.

Art. 54. § 1. Het in artikel 53 bedoelde verslag vermeldt met name:

1. hoe ze hun controles hebben uitgevoerd, en of ze de gevraagde uitleg en informatie hebben gekregen van het bestuursorgaan en de aangestelden van de instelling;
2. of de boekhouding is gevoerd, en of de jaarrekeningen zijn opgesteld overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de instellingen;
3. of de jaarrekeningen volgens hen een getrouw beeld geven van het vermogen, de financiële situatie en de resultaten van de instelling, rekening houdend met de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen, en of de in de bijlage verstrekte verantwoording toereikend is;
4. of de voorgestelde winstbestemming in overeenstemming is met de geldende wettelijke, decretale en reglementaire bepalingen;
5. of ze niet op de hoogte zijn van transacties of beslissingen die in strijd met de geldende wettelijke, decretale en reglementaire bepalingen zijn aangegaan of genomen.

Deze verklaring kan echter achterwege blijven wanneer openbaarmaking van de inbreuk de instelling onverantwoorde schade zou kunnen berokkenen, of omdat het bestuursorgaan passende maatregelen heeft genomen om de aldus ontstane onwettige situatie te corrigeren.

§ 2. Voor de RTBF zal het verslag van de commissarissen voor de rekeningen worden aangevuld met een speciaal verslag dat jaarlijks wordt opgesteld, om:

- 1° ervoor te zorgen dat artikel 24 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" (RTBF) wordt nageleefd;
- 2° ervoor te zorgen dat de effectieve terugbetaling van eventuele overbezoldiging wordt gecontroleerd, overeenkomstig de door de Regering vastgelegde modaliteiten.

§ 3. In zijn (hun) verslag vermeld(t)(en) en motiveert (motiveren) de commissaris(sen) voor de rekeningen nauwkeurig en duidelijk alle voorbehouden en bezwaren die hij (ze) meent (menen) te moeten formuleren. Zoniet verklaart (verklaren) hij (ze) uitdrukkelijk dat hij (ze) geen voorbehouden of bezwaren heeft (hebben).

§ 4. Met uitzondering van de RTBF wordt dit verslag doorgegeven:

1. aan de commissarissen van de Regering;
2. aan de bestuursorganen;
3. aan de minister-president, de toezichthoudende minister en de minister van Begroting, die het zullen doorsturen naar de Regering;
4. aan het Parlement.

Het in § 2 van dit artikel bedoelde speciale verslag wordt onmiddellijk doorgegeven aan het bureau van de Conseil supérieur de l'audiovisuel. Het bureau van de Conseil supérieur de l'audiovisuel publiceert het speciale verslag, na voorafgaande toestemming van het bedrijf met betrekking tot de vertrouwelijke informatie die het bevat. Als het speciale verslag informatie van vertrouwelijke aard bevat, verstrekt het bedrijf een niet-vertrouwelijke versie van het speciale verslag voor publicatie op de website van de Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Onderafdeling 4. — Werking

Art. 55. Om hun opdrachten tot een goed einde te brengen:

1. mogen de commissarissen voor de rekeningen op elk moment de boeken, de briefwisseling, de notulen en in het algemeen alle documenten en geschriften van de instelling inzien, zonder zich te moeten verplaatsen. Ze mogen het bestuursorgaan, de ambtenaren en de aangestelden van de instelling altijd om uitleg of informatie vragen, en alle controles uitvoeren die ze nodig achten;

2. de commissarissen voor de rekeningen mogen het bestuursorgaan vragen om hen op de zetel van de instelling informatie ter beschikking te stellen over verbonden maatschappijen of maatschappijen waarmee een deelnemingsband bestaat, op voorwaarde dat deze informatie hen noodzakelijk lijkt voor de controle van de financiële situatie;

3. het bestuursorgaan legt minstens om de zes maanden een boekhoudkundige staat voor aan de commissarissen voor de rekeningen, die is opgesteld overeenkomstig de boekhoudkundige voorschriften die van toepassing zijn op de instelling;

4. wanneer ze tijdens hun controles ernstige en overeenstemmende feiten vaststellen die de continuïteit van de instelling in gevaar kunnen brengen, brengen ze de volgende personen en lichamen daarvan schriftelijk en gedetailleerd op de hoogte:

a) de commissarissen van de Regering;

b) de bestuursorganen;

c) de minister-president, de toezichthoudende minister en de minister van Begroting, die de informatie aan de Regering zullen bezorgen;

d) het Parlement;

5. de commissarissen voor de rekeningen kunnen een beroep doen op de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld van het Interministerieel college van commissarissen van de Regering. In dergelijke gevallen moeten ze dat aan de voorzitter van het college vragen.

Art. 56. De commissarissen voor de rekeningen hebben een geheimhoudingsplicht ten aanzien van de informatie waarvan ze in het kader van de uitoefening van hun ambten in kennis worden gesteld.

Onderafdeling 5. — Statuut

Art. 57. De Regering bepaalt de werkingsmiddelen en de vergoedingen die aan de commissarissen voor de rekeningen worden toegekend.

Onderafdeling 6. — Verantwoordelijkheden

Art. 58. § 1. De commissarissen voor de rekeningen zijn aansprakelijk ten opzichte van de instelling voor elke fout die ze begaan bij de uitoefening van hun ambten.

§ 2. Ze staan zowel ten opzichte van de instelling als ten opzichte van derden in voor alle schade die voortvloeit uit inbreuken op de bepalingen van dit decreet of van het decreet tot oprichting van de instelling waarvan ze de rekeningen controleren.

§ 3. Ze worden pas van hun aansprakelijkheid ontheven voor inbreuken waaraan ze niet hebben deelgenomen, als ze bewijzen dat ze bij de uitoefening van hun ambten de nodige zorgvuldigheid in acht hebben genomen, en als ze de inbreuken, op voorwaarde dat ze ervan op de hoogte waren, hebben gemeld aan:

1. de commissarissen van de Regering;

2. de bestuursorganen;

3. de minister-president, de toezichthoudende minister en de minister van Begroting;

4. het Parlement.

HOOFDSTUK III. — Coördinatie van de administratieve en budgettaire controle.

Art. 59. Het College van commissarissen van de Regering nodigt op initiatief van zijn voorzitter alle commissarissen voor de rekeningen, minstens twee keer per jaar, de leden van de interne audit-cel van alle instellingen en een vertegenwoordiger van het Rekenhof die dat laatste zelf aanduidt, uit om de verschillende vormen van controle te coördineren.

De voorzitters van de auditcomités van de instellingen kunnen ook bij deze vergaderingen worden betrokken.

Art. 60. De Regering kan het Interministerieel college van commissarissen van de Regering vragen om vragen die ze nuttig acht op deze coördinatievergaderingen voor te leggen.

Omgekeerd kan het Interministerieel college voorstellen of adviezen doorgeven aan de Regering die tijdens deze coördinatievergaderingen worden geuit, en die betrekking hebben op de uitgevoerde administratieve en budgettaire controle.

Art. 61. Het Interministerieel college staat in voor het voorzitterschap, het secretariaat en de expertisetaken, en neemt de werkingskosten van deze coördinatievergaderingen op zich.

Titel VII. Register van de instellingen en controleprocedure

Art. 62. Het controleorgaan bedoeld in het samenwerkingsakkoord van (XXX) tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest ziet toe op de naleving van de bepalingen in deze titel en in dit samenwerkingsakkoord dat aan het genoemde controleorgaan controlebevoegdheden verleent.

In het samenwerkingsakkoord bedoeld in het vorige lid worden ook de modaliteiten voor het beheer van het register van de instellingen vastgelegd, evenals de voorwaarden en modaliteiten voor de indiening en de verwerking van de jaarlijkse aangifte van de mandaten, de modaliteiten voor de verwerking van het kadaster van de mandaten, de middelen die ter beschikking van het controleorgaan worden gesteld, en de modaliteiten voor de werking ervan in verband met de uitvoering van de opdrachten die eraan zijn toevertrouwd.

Art. 63. § 1. De Regering richt een register van de instellingen op met daarin alle openbare mandaten van de mandatarissen en ambten van de beheerders en deeltijdse commissarissen van de Regering die in de instellingen zijn aangesteld.

Het register bedoeld in lid 1:

1° wordt bij het register gevoegd dat wordt bijgehouden door het in artikel 62 bedoelde orgaan;

2° wordt opgericht op basis van de gegevens die door een institutionele informatieverstrekker, onder zijn verantwoordelijkheid, aan de Regering worden doorgegeven;

3° wordt beheerd door het Interministerieel college van commissarissen van de Regering.

De Regering bepaalt welke gegevens moeten worden doorgegeven, en hoe de verzamelde informatie wordt doorgegeven en gepubliceerd.

De institutionele informatieverstrekker is de beheerder of zijn afgevaardigde. In voorkomend geval stelt de beheerder het Interministerieel college van commissarissen van de Regering in kennis van de aanstelling van zijn afgevaardigde.

§ 2. De institutionele informatieverstrekker verstrekt onder zijn verantwoordelijkheid het volgende, uiterlijk binnen de vijftien dagen na de installatie van de bestuurders die lid zijn van de bestuursorganen van de instelling, of binnen de dertig dagen op vraag van het Interministerieel college van commissarissen van de Regering:

1° de lijst met interne organen van de instelling en de identiteit van de ervoor aangestelde mandatarissen en de beheerders, met inbegrip van hun rijksregisternummer;

2° de lijst met alle dochterondernemingen van de instelling of een dochteronderneming ervan, en de identiteit van de ervoor aangestelde mandatarissen en de beheerders, met inbegrip van hun rijksregisternummer.

De institutionele informatieverstrekker verstrekt onder zijn verantwoordelijkheid op doorlopende wijze de informatie bedoeld in lid 1, zodat hij het Interministerieel college van commissarissen van de Regering op de hoogte kan brengen van alle wijzigingen.

§ 3. De institutionele informatieverstrekker stelt een lijst op met overheidsbestuurders en beheerders die onder de aangifteplicht van dit decreet vallen, en informeert hen over hun verplichtingen, uiterlijk op 30 april van elk jaar. Het Interministerieel college van commissarissen van de Regering of het controleorgaan kan zonder voorwaarden om bewijzen van de naleving van deze bepaling vragen.

§ 4. Bij niet-naleving van de bepalingen van paragraaf 2 stuurt het Interministerieel college van commissarissen van de Regering een brief naar de institutionele informatieverstrekker, waarin hij wordt herinnerd aan zijn verplichtingen, samen met een rechterlijk bevel om de vereiste informatie binnen de dertig dagen na kennisgeving van de genoemde brief door te geven.

Als de institutionele informatieverstrekker niet tijdig antwoordt, kan hij een boete van honderd tot duizend euro krijgen.

§ 5. Voor de entiteiten bedoeld in artikel 1, 1.3. geeft het Interministerieel college van commissarissen van de Regering aan het controleorgaan jaarlijks uiterlijk op 30 april een bijgewerkte lijst door van de entiteiten waarop dit decreet betrekking heeft. Het Interministerieel college van commissarissen van de Regering brengt deze entiteiten er uiterlijk tegen 30 september van elk jaar van op de hoogte dat dit decreet op hen van toepassing is.

TITEL VIII. — *Opheffings-, wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

HOOFDSTUK I. — *Opheffings- en wijzigingsbepalingen*

Art. 64. Het decreet van 9 januari 2003 betreffende de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, zoals gewijzigd, wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 1 dat, voor zover het wordt vermeld in het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende het bestuur in de uitvoering van de overheidsmandaten binnen de overheidsinstellingen en binnen de van de overheid afgeleide entiteiten, wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord van X tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap met betrekking tot de uitvoering van opdrachten ten voordele van de Franse Gemeenschap door de Directie voor de controle op de mandaten van de Waalse overheidsdienst Binnenlandse aangelegenheden en Sociale actie.

Art. 65. Artikelen 13 en 14 van het decreet van 14 december 2016 tot oprichting van een Institut de promotion des formations sur l'islam worden opgeheven.

Art. 66. Artikel 58 van het decreet van 4 februari 2021 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de openbare bestuursinstellingen van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven ten aanzien van de instellingen bedoeld in artikel 1, met uitzondering van de instellingen bedoeld in artikel 1, 1.1, b) tot e).

Art. 67. In artikel 38, lid 6, 4. van het decreet van 11 juli 2002 betreffende het Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue worden de woorden "voor de aanstelling van de voorzitter en de ondervoorzitter, voor de vaststelling van het bedrag van de bezoldiging van de voorzitter, de ondervoorzitter en de beheerder en van de zitpenningen van de overheidsbestuurders," ingevoegd tussen de woorden "voor de goedkeuring van het genoemde reglement," en de woorden "voor de vaststelling van de jaarrekeningen".

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 68. De besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap die zijn genomen ingevolge het decreet van 9 januari 2003 betreffende de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, worden geacht te zijn aangenomen krachtens dit Decreet, en blijven van kracht zolang ze niet worden opgeheven of gewijzigd door de Regering.

Art. 69. Artikel 14 van dit decreet met betrekking tot het organiek reglement van het bestuursorgaan is van toepassing op de reglementen van de raden van bestuur die zijn aangenomen onder de voorwaarden van artikel 14 van het opgeheven decreet van 9 januari 2003 betreffende de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

Art. 70. De leden van het auditcomité bedoeld in artikel 24 van dit decreet worden binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet aangeduid of bevestigd door het bestuursorgaan en uit de leden ervan.

Art. 71. De beheersovereenkomsten bedoeld in artikel 17 van dit decreet, die zijn afgesloten onder de voorwaarden van het opgeheven decreet van 9 januari 2003 betreffende de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, worden van rechtswege verlengd tot de inwerkingtreding van de nieuwe beheersovereenkomsten.

Art. 72. § 1. De tussen de instelling en de beheerder gesloten overeenkomsten en aanhangsels, met inbegrip van de vóór of na de inwerkingtreding van dit besluit aangenomen akten en gesloten overeenkomsten, worden indien nodig binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit decreet aangepast ten aanzien van artikel 11.

Lid 1 is niet van toepassing op beheerders die op het moment van de inwerkingtreding van dit decreet in dienst zijn bij RTBF.

§ 2. Met betrekking tot de vaststelling van de bezoldiging in artikel 11 van dit decreet worden de premies met betrekking tot de aanvullende pensioenplannen in afwijking individueel geplafonneerd op het bezoldigingspercentage dat is vastgelegd in de overeenkomsten die van kracht waren op 1 januari 2020.

§ 3. De instellingen passen hun bezoldigingspraktijken zo aan dat, uiterlijk binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit decreet, alleen de voorzitter en ondervoorzitter van het bestuursorgaan in voorkomend geval een bezoldiging ontvangen, en de andere overheidsbestuurders en waarnemers in voorkomend geval alleen zitpenningen en onkostenvergoedingen ontvangen die verband houden met hun mandaat van bestuurder. Ze nemen uiterlijk binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit decreet een procedure aan om de bezoldiging van de voorzitter en de ondervoorzitter van het bestuursorgaan aan te passen aan hun aanwezigheid op de vergaderingen van het bestuursorgaan en, in voorkomend geval, van de beperkte bestuursorganen.

Uiterlijk binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit decreet stellen de instellingen de Regering in kennis van de beslissingen die ingevolge het voorgaande lid zijn genomen. De commissarissen van de Regering worden ervan op de hoogte gebracht.

Art. 73. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Artikel 10, § 1, lid 3, 2°, lid 2, laatste zin zal in werking treden bij de eerste vernieuwing van de bestuursorganen na 1 januari 2024.

Artikel 11, § 1 en artikel 40 treden in werking bij de publicatie van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 33, § 1, lid 3 is niet van toepassing op commissarissen die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet in dienst zijn.

Art. 74. Dit decreet zal 18 maanden na de inwerkingtreding worden geëvalueerd op basis van een toepassingsperiode van 12 maanden, met inbegrip van de effectieve controle van de mandaten door het bevoegde orgaan. Deze evaluatie wordt uitgevoerd door de Diensten van de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 oktober 2023.

Minister-president, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
F. DAERDEN

Vice-voorzitter en minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 585-1. - Commissieamendement(en), nr. 585-2 - Commissieverslag, nr. 585-3 - Tijdens de commissie aangenomen tekst, nr. 585-4 - Vergaderingsamendement(en), nr. 585-5 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 585-6

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 4 oktober 2023.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2023/44705]

20 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française accordant, pour l'année 2023-2024, dérogations aux normes de rationalisation pour certains établissements d'enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, notamment les articles 3, 4, 5bis, 5quiquies et 5sexies, tels que modifiés ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 mai 2013 fixant la liste des indicateurs permettant au Gouvernement d'autoriser plusieurs établissements à se restructurer ou à octroyer des dérogations à l'implantation des degrés d'observations autonomes, aux délocalisations, aux normes de maintien d'établissement, ainsi qu'aux normes de maintien par année, degré et option, tel que modifié ;

Vu l'avis du Conseil général de l'enseignement secondaire, donné en date du 25 mai 2023 ;

Considérant que l'Athénée de Bouillon-Paliseul dispose de circonstances exceptionnelles liées à la spécificité rurale et du caractère ;

Considérant que l'Institut Saint-Joseph-Sacré-Cœur de La Roche-en-Ardenne développe projet pédagogique et éducatif particulier ;

Considérant que l'Institut Don Bosco à Verviers a décidé de fermer son premier degré commun pour obtenir la norme de 250 suite à une mauvaise compréhension de la législation et que le problème est survenu dans de nombreux établissements ;

Considérant que l'Athénée Ganenou à Uccle développe un projet éducatif unique au vu de sa spécificité ;

Considérant que le Collège " Les Tournesols » à Bruxelles développe un projet éducatif unique au vu de sa spécificité ;

Considérant que l'École Polytechnique de Herstal propose un plan de redéploiement de ses options ;